



FABEC Implementation Phase

FABEC Treaty

EC Information

Annex B



Co-financed by the European Union
Trans-European Transport Network (TEN-T)


DOCUMENT SUMMARY

| | | | |
|--|--------------------------|--|---|
| Objective : Provide required evidence when establishing FABEC | | | |
| Origin : Chairman Harmonization & Advisory Committee (H&AC) | | Audience : FABEC Provisional Council, ANSCB, ASB, AFG, European Commission | |
| Title : EC Information Annex B | | | |
| Reference : FABEC_AFG_EC Information_Annex B_v1.1 | | | |
| Version : 1.0 | Date : 09.03.2012 | Status : <input type="checkbox"/> Draft <input checked="" type="checkbox"/> Released | Classification : <input type="checkbox"/> Public <input checked="" type="checkbox"/> FABEC limited <input type="checkbox"/> Addressees limited |

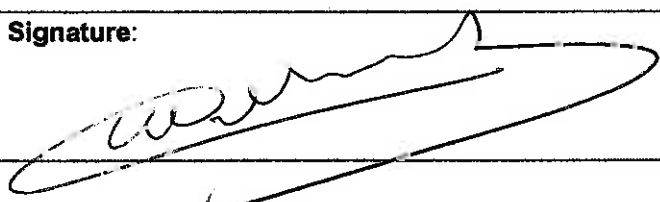
DOCUMENT CHANGE RECORD

| Version | Status | Date | Reason for changes | Author of changes |
|---------|--------|------------|--------------------|-------------------|
| 0.1 | Draft | 07.12.2011 | Template | AFG |
| 1.0 | Final | 09.03.2012 | Document completed | AFG |

APPROVALS

| | |
|--------------------------|---|
| Name: Gael Poget | Signature:  |
| Function: CM H&AC | |
| Date: 10.04.2012 | |

QUALITY CONTROL

| | |
|--------------------------------------|--|
| Name: Manuel De Klerck | Signature:  |
| Function: AFG Quality Manager | |
| Date: 12/4/12 | |

ATTACHMENTS CONTAINED IN THIS ANNEX

| ID | Origin | Status | Version | Date | Title |
|-----|--------|--------|---------|------------|--------------------|
| B.1 | H&AC | Final | 1.0 | 21.12.2011 | FABEC State Treaty |

1. BACKGROUND

In accordance with the basics regulation of SES, in particular article 9a of the Regulation (EC) n°550/2004 as modified by the Regulation (EC) n° 1070/2009, the six States of the FABEC signed the FABEC Treaty on the 2nd of December 2010 in order to allow formal establishment of the FABEC by the 4th of December 2012. The FABEC Treaty is the cornerstone of the establishment of FABEC. The FABEC Treaty has been already presented to the EC and the EU Member States in 2010 through the Single Sky Committee. No comments neither observations were raised.

The FABEC Treaty is currently under ratification by the different FABEC States in accordance with national rules. The Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of Belgium is the formal Depository of the FABEC Treaty.

2. PURPOSE AND CONTENT OF THE DELIVERABLE

The FABEC Treaty fulfils the objective to:

- Establish FABEC and the FABEC Council with associated Committees as State bodies responsible for its governance.
- Define the general conditions and the governance under which Contracting States shall ensure air traffic management and provision of air navigation services in the FABEC airspace.
- Define the framework under which specific technical and operational arrangements shall be established covering fields of action of the ANSPs.
- Facilitate the cooperation between States to organize FABEC airspace.
- Organize the necessary consultation at FABEC and national level as well as information of other interested parties.

The FABEC Treaty contains provisions and principles on harmonization of rules and procedures, civil and military cooperation, charging, supervision, performance, liability and governance, accidents and serious incidents.

The FABEC Treaty contains also provisions for the modification of the FABEC as well as the transitional arrangements. It explains the accession of a State to the Agreement (Art. 33) and the withdrawal of a Contracting State from this Agreement (Art. 34).

The designation act of the ATSPs and Met service providers, the Memorandum of Cooperation between the six NSAs, and a States governance manual complement the FABEC Treaty. They are covered at annexes F, C and E of this file.

Page intentionally left blank



FABEC Implementation Phase

FABEC State Treaty

EC Information

Attachment B.1



Co-financed by the European Union
Trans-European Transport Network (TEN-T)

Page intentionally left blank

TRAITÉ
RELATIF
À L'ÉTABLISSEMENT DU BLOC D'ESPACE AÉRIEN FONCTIONNEL
«EUROPE CENTRAL»
ENTRE
LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE,
LE ROYAUME DE BELGIQUE,
LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,
LE GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG,
LE ROYAUME DES PAYS-BAS
ET
LA CONFÉDÉRATION SUISSE

VERDRAG
BETREFFENDE
DE OPRICHTING VAN HET FUNCTIONEEL LUCHTRUIMBLOK
“EUROPE CENTRAL”
TUSSEN
DE BONDSREPUBLIC DUITSLAND,
HET KONINKRIJK BELGIË,
DE REPUBLIEK FRANKRIJK,
HET GROOTHERTOGDOM LUXEMBURG,
HET KONINKRIJK DER NEDERLANDEN
EN
DE ZWITSERSE BONDSSTAAT

VERTRAG
ÜBER
DIE ERRICHTUNG DES FUNKTIONALEN LUFTRAUMBLOCKS
„EUROPE CENTRAL“
ZWISCHEN
DER BUNDESREPUBLIK DEUTSCHLAND,
DEM KÖNIGREICH BELGIEN,
DER FRANZÖSISCHEN REPUBLIK,
DEM GROSSHERZOGTUM LUXEMBURG,
DEM KÖNIGREICH DER NIEDERLANDE
UND
DER SCHWEIZERISCHEN EIDGENOSSENSCHAFT

TRAITÉ
relatif à l'établissement du bloc d'espace aérien fonctionnel « Europe Central »
entre la République fédérale d'Allemagne, le Royaume de Belgique, la République française,
le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas
et la Confédération Suisse

LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE,
LE ROYAUME DE BELGIQUE,
LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,
LE GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG,
LE ROYAUME DES PAYS-BAS
ET
LA CONFÉDÉRATION SUISSE

Les États contractants,

Vu les règlements du Parlement européen et du Conseil de l'Union européenne relatifs au Ciel unique européen, les mesures d'exécution pertinentes, la déclaration des États membres sur les questions militaires liées au Ciel unique européen et l'Accord entre la Communauté européenne et la Confédération suisse sur le transport aérien;

Vu l'étude de faisabilité du bloc d'espace aérien fonctionnel « Europe Central » (*Functional Airspace Block Europe Central*, FABEC) du 18 septembre 2008;

Vu la déclaration commune d'intention portant sur la création d'un bloc d'espace aérien fonctionnel « Europe Central » du 18 novembre 2008;

Considérant que l'espace aérien au-dessus du territoire des États contractants du FABEC et celui sous leur responsabilité constituent une des zones de trafic aérien les plus complexes d'Europe;

Considérant qu'une approche plus intégrée de la gestion du trafic aérien constitue une étape essentielle pour répondre aux besoins de la circulation aérienne civile et militaire dans cette zone;

Considérant qu'une coopération étroite entre prestataires de services de navigation aérienne répond aux besoins de la circulation aérienne civile et militaire dans cette zone;

Considérant que la création du FABEC implique nécessairement l'amélioration et l'augmentation de la fourniture de services de navigation aérienne transfrontaliers;

Considérant l'esprit de culture juste prônée par la législation internationale et européenne;

Attendu qu'en créant le FABEC indépendamment des frontières existantes, les États contractants visent à atteindre un niveau optimal de capacité, d'efficacité et d'efficience du réseau de gestion du trafic aérien tout en maintenant un haut niveau de sécurité;

Convaincus de la valeur ajoutée par la création du FABEC dans le domaine du développement durable;

Sont convenus de ce qui suit:

CHAPITRE I: PRINCIPES GÉNÉRAUX

Article 1 – Définitions

A moins qu'il n'en soit disposé autrement, les termes utilisés dans le présent Traité ont la signification qui leur est attribuée par les définitions applicables issues des règlements relatifs au Ciel unique européen en vigueur dans les États contractants. Aux fins du présent Traité:

- a) « Traité » désigne le présent Traité et tout amendement qui pourrait y être apporté, à moins qu'il n'en soit disposé autrement;
- b) « espace aérien concerné » désigne l'espace aérien au-dessus du territoire des États contractants et celui sous leur responsabilité conformément aux règles de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), tel qu'il est défini à l'article 3 du présent Traité;
- c) « Convention de Chicago » désigne la *Convention relative à l'aviation civile internationale*, signée à Chicago le 7 décembre 1944 et inclut:
 - tout amendement ratifié par les États contractants et appliqué en vertu de l'article 94 a) de la Convention de Chicago, et

- toute Annexe ou tout amendement adoptés en vertu de l'article 90 de la Convention de Chicago, pour autant que les normes internationales visées à l'article 37 de la Convention de Chicago et contenues dans une telle Annexe ou un tel amendement soient en vigueur dans l'ensemble des États contractants;
- d) « zone transfrontalière » désigne l'espace aérien au-dessus de frontières internationales et réservé à l'usage exclusif d'usagers spécifiques pendant une période déterminée;
- e) « bloc d'espace aérien fonctionnel « Europe Central » (FABEC) » désigne le bloc d'espace aérien fonctionnel établi par les États contractants en vertu du présent Traité;
- f) « circulation aérienne opérationnelle¹ » désigne les vols qui ne sont pas exécutés conformément aux dispositions réglementant la circulation aérienne générale et pour lesquels des règles et procédures ont été arrêtées par les autorités nationales compétentes. Peuvent être considérés comme relevant de la circulation aérienne opérationnelle, certains vols civils tels que les vols d'essai dont les besoins opérationnels nécessitent certains écarts à la réglementation de l'OACI;
- g) « aéronefs d'État » : les aéronefs utilisés dans des services militaires, de douane ou de police sont considérés comme aéronefs d'État;
- h) « service de contrôle tactique » désigne la fourniture, par les militaires, de services à la circulation aérienne opérationnelle dans le but de permettre l'accomplissement de la mission assignée et d'assurer le maintien, à tout moment, d'une séparation suffisante entre les aéronefs;
- i) « territoire » désigne les régions terrestres et les eaux territoriales adjacentes qui, en vertu du droit international, relèvent de la souveraineté d'un État contractant.

Article 2 – Objet du présent Traité

- (1) Le présent Traité établit le FABEC et, pour en assurer la gouvernance, le Conseil du FABEC.
- (2) Le présent Traité ne porte pas création d'une organisation internationale jouissant de la personnalité juridique internationale.
- (3) Le présent Traité définit les conditions générales et la gouvernance dans le cadre desquelles les États contractants doivent assurer la gestion du trafic aérien et la fourniture de services de navigation aérienne dans l'espace aérien concerné.
- (4) Le présent Traité définit le cadre au sein duquel doivent être établis les arrangements techniques et opérationnels spécifiques couvrant les domaines d'intervention des prestataires de services de navigation aérienne.

¹ En Suisse « circulation opérationnelle militaire »; en France « circulation aérienne militaire ».

Article 3 – Champ d'application géographique

- (1) Le présent Traité s'applique à l'espace aérien concerné, qui comprend les régions d'information de vol (FIR) et les régions supérieures d'information de vol (UIR) suivantes de l'Europe continentale:
 - a) FIR Bremen;
 - b) FIR Langen;
 - c) FIR München;
 - d) UIR Hannover;
 - e) UIR Rhein;
 - f) FIR/UIR Bruxelles;
 - g) FIR Bordeaux;
 - h) FIR Brest;
 - i) FIR Marseille;
 - j) FIR Paris;
 - k) FIR Reims;
 - l) UIR France;
 - m) FIR Amsterdam;
 - n) FIR/UIR Switzerland.
- (2) Pour la République française, le présent Traité s'applique uniquement aux départements européens de la République française.
- (3) Pour le Royaume des Pays-Bas, le présent Traité s'applique uniquement à la partie du Royaume des Pays-Bas située en Europe.

Article 4 – Souveraineté

- (1) Lorsqu'une FIR ou une UIR s'étend à l'intérieur de l'espace aérien au-dessus du territoire d'un autre État contractant, la souveraineté de l'État contractant concerné en relation avec cette portion d'espace aérien au-dessus de son territoire n'est pas affectée.
- (2) Les dispositions du présent Traité s'appliquent sans préjudice des compétences des États contractants qui relèvent de la sûreté et des intérêts militaires.

Article 5 – Aéronefs d'État

- (1) Sauf convention ou législation contraire, l'article 3 c) de la Convention de Chicago reste pleinement applicable aux aéronefs d'État.
- (2) Les États contractants s'efforcent d'établir une procédure simplifiée de délivrance d'autorisations diplomatiques ou spéciales pour les activités d'entraînement militaires menées dans l'espace aérien concerné.

Article 6 – Objectif du FABEC

Le FABEC a pour objectif d'atteindre une performance optimale dans les domaines liés à la sécurité, au développement durable, à la capacité, à l'efficacité économique, à l'efficacité des vols et à l'efficacité des missions militaires en organisant l'espace aérien et la gestion du trafic aérien, indépendamment des frontières existantes, dans l'espace aérien concerné.

Article 7 – Engagements des États contractants

- (1) Afin d'atteindre l'objectif du FABEC, les États contractants s'engagent à coopérer et à prendre les mesures appropriées, conformément à leurs procédures nationales, en particulier dans les domaines suivants:
 - a) l'espace aérien;
 - b) l'harmonisation des règles et des procédures;
 - c) la fourniture de services de navigation aérienne;
 - d) la coopération civile-militaire;
 - e) les redevances;
 - f) la surveillance;
 - g) la performance;
 - h) la gouvernance.
- (2) Les États contractants mettent en œuvre les décisions prises par le Conseil du FABEC et s'engagent à établir à l'échelon national les règles et procédures nécessaires.
- (3) Les États contractants veillent à la mise en œuvre du présent Traité.

CHAPITRE II: ESPACE AÉRIEN

Article 8 – Espace aérien du FABEC

- (1) Les États contractants assurent conjointement l'organisation et la gestion d'un espace aérien formant un continuum ainsi que la gestion coordonnée des courants de trafic aérien et de la capacité, en tenant dûment compte des processus de concertation à l'échelon international, indépendamment des frontières existantes.
- (2) Les États contractants assurent en particulier:
 - a) l'élaboration d'une politique commune en matière d'espace aérien, en étroite coopération entre autorités civiles et militaires;
 - b) la conception de la structure de l'espace aérien concerné afin de favoriser la défragmentation et la sectorisation dynamique;
 - c) l'examen des modifications de l'espace aérien concerné ayant un impact sur la performance à l'échelle du FABEC;
 - d) la coordination avec EUROCONTROL;
 - e) la consultation des usagers de l'espace aérien, conjointement si nécessaire;
 - f) l'établissement coordonné de zones transfrontalières.

Article 9 – Gestion souple de l'espace aérien

- (1) Les États contractants coopèrent aux niveaux juridique, opérationnel et technique en vue de l'application efficace et cohérente du concept de gestion souple de l'espace aérien, en tenant compte des exigences tant civiles que militaires.
- (2) Les États contractants veillent à ce que des accords et procédures communs soient établis entre prestataires civils et militaires de services de la circulation aérienne.
- (3) Les États contractants veillent à ce que leurs autorités civiles et militaires coordonnent la gestion de l'espace aérien au niveau stratégique.
- (4) Les États contractants veillent à ce qu'une fonction commune de gestion de l'espace aérien soit établie entre prestataires civils et militaires de services de la circulation aérienne au niveau pré-tactique.
- (5) Les États contractants veillent à ce qu'une coordination entre les unités du service de la circulation aérienne et les unités de contrôle militaires soit assurée au niveau tactique.

CHAPITRE III: HARMONISATION

Article 10 – Harmonisation des règles et des procédures

- (1) Les États contractants s'engagent à harmoniser leurs règles matérielles et procédures en rapport avec le FABEC.
- (2) A cette fin, les États contractants se consultent mutuellement à intervalles réguliers en vue de relever et d'éliminer les différences entre leurs réglementations respectives.
- (3) Les États contractants veillent à ce que les prestataires de services de la circulation aérienne de l'espace aérien concerné développent et mettent en œuvre un système global commun de gestion de la sécurité.
- (4) Les États contractants coordonnent la classification des différentes portions de l'espace aérien concerné conformément aux spécifications européennes et veillent à réduire les différences de pratiques qui existent entre eux.

CHAPITRE IV: FOURNITURE DE SERVICES DE NAVIGATION AÉRIENNE

Article 11 – Services de navigation aérienne

Les États contractants assurent la fourniture des services de navigation aérienne suivants:

- a) les services de la circulation aérienne;
- b) les services de communication, de navigation et de surveillance;
- c) les services d'information aéronautique;
- d) les services météorologiques.

Article 12 – Services de la circulation aérienne

- (1) Les États contractants désignent conjointement, au moyen d'un instrument commun, les prestataires de services de la circulation aérienne de l'espace aérien concerné.
- (2) Les prestataires de services de la circulation aérienne de l'espace aérien concerné sont, s'ils n'ont pas été désignés conformément au paragraphe 1, désignés conjointement par les États contractants sur notification de l'État contractant concerné dès lors qu'ils fournissent seulement l'un ou plusieurs des services suivants:
 - a) des services d'information de vol d'aérodrome;
 - b) des services de la circulation aérienne limités à une zone de contrôle d'aérodrome;
 - c) des services de la circulation aérienne sous surveillance militaire.

- (3) Les paragraphes 1 et 2 s'appliquent sans préjudice des arrangements ou des accords relatifs à la fourniture de services de la circulation aérienne entre États contractants ou entre tout État contractant et une tierce partie et antérieurs à l'entrée en vigueur du présent Traité.
- (4) Les États contractants s'informent mutuellement des droits et obligations applicables au niveau national aux prestataires de services de la circulation aérienne désignés ainsi que de toute modification de leur certification ou de leur statut juridique.
- (5) Les États contractants informent conjointement la Commission européenne et les autres États membres de toute décision prise en vertu du présent article concernant la désignation de prestataires de services de la circulation aérienne.
- (6) Les États contractants encouragent une coopération étroite entre prestataires de services de la circulation aérienne.

Article 13 – Services de communication, de navigation et de surveillance

Les États contractants s'efforcent d'aboutir à des systèmes techniques communs et de déployer au meilleur coût une infrastructure destinée à la fourniture de services de communication, de navigation et de surveillance par les prestataires civils de services de navigation aérienne.

Article 14 – Services d'information aéronautique

Les États contractants coopèrent dans le domaine de l'information aéronautique et coordonnent la fourniture des services d'information aéronautique.

Article 15 – Services météorologiques

- (1) Les États contractants assurent une coopération entre les prestataires de services météorologiques aéronautiques.
- (2) Chaque État contractant désigne le prestataire de services météorologiques aéronautiques sur une base exclusive et en informe le Conseil du FABEC.

Article 16 – Relations entre prestataires de services

- (1) Les États contractants veillent à ce que les prestataires de services de navigation aérienne formalisent les relations de travail jugées nécessaires à la coordination de leurs services dans l'espace aérien concerné par la voie d'accords écrits ou d'arrangements juridiquement équivalents.

- (2) Les accords écrits ou arrangements juridiquement équivalents entre prestataires de services de la circulation aérienne relatifs aux services transfrontaliers dans l'espace aérien concerné sont approuvés par les États contractants concernés, après consultation du Conseil du FABEC. Une fois approuvés, ils sont communiqués au Conseil du FABEC.
- (3) Dans le cas où sont conclus avec des États voisins des accords écrits ou des arrangements juridiquement équivalents portant sur la fourniture, en dehors de l'espace aérien concerné, de services de la circulation aérienne, le ou les États contractants concernés veillent à ce que de tels accords écrits ou arrangements juridiquement équivalents n'affectent pas le présent Traité et soient communiqués au Conseil du FABEC.

CHAPITRE V: PRINCIPES RÉGISSANT LA COOPÉRATION CIVILE-MILITAIRE

Article 17 – Activités militaires

- (1) En tenant dûment compte des principes de gestion souple de l'espace aérien et conformément aux arrangements nationaux et aux accords internationaux en vigueur, les États contractants concernés concluent, si nécessaire, des arrangements écrits permettant la réalisation d'activités d'entraînement militaires dans l'espace aérien concerné indépendamment des frontières existantes.
- (2) Les États contractants concernés autorisent un prestataire militaire ou civil de services de la circulation aérienne d'un autre État contractant concerné à fournir des services de la circulation aérienne transfrontaliers aux aéronefs d'État opérant aussi bien en circulation aérienne générale qu'en circulation aérienne opérationnelle, conformément aux arrangements écrits appropriés communiqués au Conseil du FABEC.
- (3) Les États contractants concernés autorisent la fourniture de services de contrôle tactique à la circulation aérienne opérationnelle par les organismes de défense aérienne et par les organismes de services de commandement et de contrôle aériens tactiques d'un autre État contractant concerné, conformément aux arrangements écrits appropriés communiqués au Conseil du FABEC.
- (4) S'agissant de la fourniture de services transfrontaliers dans l'espace aérien concerné, les États contractants encouragent une coopération étroite entre les prestataires civils et militaires de services de navigation aérienne et les organismes respectifs de défense aérienne et de services de commandement et de contrôle aériens tactiques.
- (5) Les États contractants s'efforcent d'harmoniser les arrangements civils et militaires pertinents dans le but de faciliter la coopération civile-militaire, en particulier dans le domaine de la sûreté.

CHAPITRE VI: REDEVANCES

Article 18 – Politique de redevances

- (1) Les États contractants élaborent et appliquent des principes communs régissant la politique de redevances dans l'espace aérien concerné, compte tenu de la possibilité d'exonérations nationales.

- (2) Les États contractants ont l'intention d'appliquer un taux unitaire unique pour le trafic en route dans l'espace aérien concerné et s'efforcent d'y établir une zone tarifaire commune.
- (3) Le Conseil du FABEC décide de l'introduction, des conditions et de l'application d'un taux unitaire unique pour le trafic en route dans l'espace aérien concerné et de l'établissement, dans cet espace aérien, d'une zone tarifaire commune.
- (4) Le taux unitaire unique proposé conjointement pour le trafic en route dans l'espace aérien concerné est soumis, après décision du Conseil du FABEC, à l'organe compétent d'EUROCONTROL pour fixation.
- (5) Préalablement à l'introduction et à l'application d'un taux unitaire unique pour le trafic en route dans l'espace aérien concerné, les États contractants coordonnent leurs taux unitaires pour le trafic en route dans l'espace aérien concerné au niveau du Conseil du FABEC.
- (6) Il incombe plus particulièrement aux États contractants:
 - a) d'exécuter conjointement les obligations requises découlant d'une zone tarifaire commune pour le trafic en route dans l'espace aérien concerné;
 - b) de conclure les arrangements appropriés pour garantir la cohérence et l'uniformité de l'application des règles et des règlements relatifs aux redevances;
 - c) d'assurer conjointement, s'il y a lieu, la coordination avec EUROCONTROL.

CHAPITRE VII: SURVEILLANCE

Article 19 – Surveillance des prestataires de services de navigation aérienne

- (1) Les États contractants veillent à ce que les autorités de surveillance nationales coopèrent étroitement en matière de surveillance des prestataires de services de navigation aérienne dans l'espace aérien concerné et à ce que leurs pratiques soient harmonisées.
- (2) Les États contractants reconnaissent mutuellement les tâches de contrôle effectuées par leurs autorités de surveillance nationales ainsi que les résultats de ces tâches.
- (3) Les États contractants veillent à ce que leurs autorités de surveillance nationales concluent des accords en vue de la coopération visée au paragraphe 1, comprenant un arrangement en vue du traitement des cas de non-respect des exigences communes applicables et de la reconnaissance mutuelle des tâches de contrôle et des résultats de ces tâches. Ces accords peuvent inclure un arrangement relatif au partage des responsabilités concernant les tâches de contrôle. Ils sont communiqués par les autorités de surveillance nationales concernées au Conseil du FABEC.
- (4) L'autorité de surveillance nationale qui a certifié le prestataire de services de navigation aérienne fournissant des services transfrontaliers dans l'espace aérien concerné est chargée de la surveillance de ce prestataire de services de navigation aérienne en étroite coopération avec la ou les autorités de surveillance nationales du ou des autres États contractants concernés.

- (5) Dans le cas où l'État contractant au-dessus du territoire duquel les services de navigation aérienne visés au paragraphe 4 sont fournis exige que sa propre autorité de surveillance nationale exerce le contrôle, les autorités de surveillance nationales concernées s'accordent sur les conditions du contrôle.
- (6) Les États contractants concernés veillent à ce que leurs autorités de surveillance nationales mettent en place un mécanisme commun pour l'échange d'informations, la consultation et la coordination en matière de fourniture de services transfrontaliers, propre à assurer que les mesures correctrices nécessaires soient prises sans délai.
- (7) Les États contractants veillent à ce que les décisions prises en application du présent article soient mises en œuvre.
- (8) En dernier ressort, chaque État contractant conserve le droit de suspendre ou de révoquer l'approbation accordée en application de l'article 16, paragraphe 2, après en avoir dûment informé l'État contractant concerné et le Conseil du FABEC.

Chapitre VIII: Performance

Article 20 – Système de performance

- (1) Les États contractants mettent en œuvre un système de performance pour le FABEC et appliquent un plan de performance pour le FABEC compatible avec les objectifs uni-européens de performance et en tenant compte des besoins militaires. Ce plan de performance est approuvé par le Conseil du FABEC.
- (2) Le plan de performance comprend les objectifs de performance du FABEC pour au moins les domaines clés de performance suivants:
 - a) la sécurité;
 - b) l'environnement;
 - c) la capacité;
 - d) l'efficacité économique;
 - e) l'efficacité des missions militaires.
- (3) Le plan de performance comprend un ensemble d'indicateurs clés de performance clairs et mesurables dans les domaines clés de performance pour une période de référence définie.
- (4) Le plan de performance comporte des mécanismes incitatifs pour le FABEC.
- (5) Le Conseil du FABEC décide de la mise en œuvre et des éléments du plan de performance du FABEC.
- (6) Préalablement à l'application du plan de performance du FABEC, le Conseil du FABEC fixe des objectifs de performance au niveau du FABEC et coordonne les plans nationaux de performance.

- (7) L'élaboration du plan de performance fait l'objet de consultations avec les parties intéressées concernées.
- (8) Les États contractants veillent à ce que la mise en œuvre du plan de performance du FABEC soit supervisée et à ce que des mesures correctrices soient prises si nécessaire.
- (9) Les États contractants évaluent à intervalles réguliers la conception et le fonctionnement du système de performance du FABEC et prennent, si nécessaire, des mesures correctrices.

CHAPITRE IX: GOUVERNANCE

Article 21 – Conseil du FABEC

- (1) Le Conseil du FABEC est composé des représentants suivants de chaque État contractant:
 - a) un représentant de l'autorité responsable de l'aviation civile, et
 - b) un représentant de l'autorité responsable de l'aviation militaire.
- (2) Sur invitation du Conseil du FABEC, d'autres participants peuvent assister à ses réunions en qualité d'observateurs.

Article 22 – Fonctions du Conseil du FABEC

- (1) Le Conseil du FABEC dirige le FABEC.
- (2) Afin de respecter les engagements pris par les États contractants en vertu du présent Traité, le Conseil du FABEC est chargé de prendre toute décision en vue:
 - a) d'assurer la mise en œuvre du présent Traité et, de façon générale, la réalisation des objectifs du FABEC;
 - b) de définir le développement de la coopération civile et militaire;
 - c) de s'entendre sur l'organisation et la stratégie communes pour l'espace aérien concerné;
 - d) de définir les termes de la coopération dans l'application du concept de gestion souple de l'espace aérien;
 - e) de soutenir l'harmonisation des règles matérielles et des procédures;
 - f) de faciliter le processus de désignation conjointe des prestataires de services de la circulation aérienne;
 - g) d'adopter la politique de redevances applicable dans l'espace aérien concerné et de fixer le taux unitaire unique pour le trafic en route dans l'espace aérien concerné;

- h) de soutenir le développement et la mise en œuvre d'un système global commun de gestion de la sécurité;
- i) de définir des objectifs stratégiques pour le développement du FABEC, d'évaluer les résultats obtenus et de prendre des mesures appropriées si nécessaire;
- j) d'approuver le plan de performance et les objectifs de performance correspondants;
- k) d'adopter son règlement intérieur, celui des comités, des groupes de travail ainsi que celui de la Commission consultative des services de navigation aérienne;
- l) d'instituer d'autres comités que ceux établis par le présent Traité et de créer des groupes de travail chargés de l'assister dans des domaines spécifiques, et d'approuver les propositions des comités et groupes de travail;
- m) d'assurer la coordination du FABEC avec les blocs d'espace aérien fonctionnels adjacents, en veillant à l'efficacité des interfaces;
- n) de coordonner les positions des États contractants au regard de l'application d'accords internationaux en ce qui concerne, en particulier, les travaux de l'OACI, d'EUROCONTROL, de la Commission européenne, de l'Agence européenne de la sécurité aérienne et d'entreprises communes dans le domaine de la gestion du trafic aérien;
- o) de faciliter le règlement des différends survenant entre États contractants;
- p) de prendre les mesures requises par l'adhésion d'un État au présent Traité;
- q) de prendre les mesures requises par la dénonciation du présent Traité par un État contractant;
- r) d'évaluer la cohérence entre le présent Traité et toute modification apportée aux règlements relatifs au Ciel unique européen;
- s) de proposer des amendements au présent Traité;
- t) d'assurer, si nécessaire, la consultation des prestataires de services de navigation aérienne, des usagers de l'espace aérien et de toute autre partie intéressée.

Article 23 – Fonctionnement

- (1) Le Conseil du FABEC est présidé à tour de rôle par un des États contractants.
- (2) Les décisions du Conseil du FABEC sont prises à l'unanimité des voix. Chaque État contractant dispose d'une voix. Les décisions du Conseil du FABEC sont considérées comme des décisions des représentants des États contractants.

- (3) Les décisions prennent effet deux mois après le jour de leur adoption, à moins qu'un État contractant n'informe les autres États contractants, dans les deux mois suivant l'adoption d'une décision, qu'il ne peut mettre cette dernière en œuvre qu'avec l'accord de ses instances législatives. Dans ce cas, la décision prend effet un jour après que le dernier État contractant concerné a informé les autres États contractants qu'il a obtenu l'accord de ses instances législatives.
- (4) Le règlement intérieur adopté par le Conseil du FABEC fixe les modalités portant, en particulier, sur la convocation des réunions, la diffusion préalable de l'ordre du jour, la désignation et la durée du mandat du président ainsi que la procédure de scrutin, y compris la possibilité de prendre des décisions par correspondance.
- (5) Le Conseil du FABEC se réunit sur convocation de son président, au moins deux fois par an et plus si nécessaire. Chaque État contractant est habilité à demander la tenue d'une réunion.

Article 24 – Comités et groupes de travail

- (1) Afin d'atteindre l'objectif du FABEC et d'assister le Conseil du FABEC, il est établi un Comité de l'espace aérien, un Comité consultatif et d'harmonisation, un Comité des finances et de la performance et un Comité des autorités de surveillance nationales. Le Conseil du FABEC peut instituer d'autres comités et créer des groupes de travail.
- (2) Les comités et groupes de travail se composent d'experts civils et militaires désignés par les États contractants.
- (3) Sur invitation des comités ou des groupes de travail, d'autres participants peuvent assister à leurs réunions en qualité d'observateurs.
- (4) Sauf disposition contraire du règlement intérieur ou décision contraire du Conseil du FABEC, les comités et groupes de travail rapportent directement et exclusivement au Conseil du FABEC.

Article 25 – Comité de l'espace aérien

Le Comité de l'espace aérien assiste le Conseil du FABEC dans la mise en œuvre des articles 8 et 9 et exécute les autres tâches que celui-ci lui confie.

Article 26 – Comité consultatif et d'harmonisation

Le Comité consultatif et d'harmonisation assiste le Conseil du FABEC dans la mise en œuvre des articles 10 et 12 et exécute les autres tâches que celui-ci lui confie.

Article 27 – Comité des finances et de la performance

Le Comité des finances et de la performance assiste le Conseil du FABEC dans la mise en œuvre de l'article 18 et, lorsque cela s'avère approprié, de l'article 20 et exécute les autres tâches que celui-ci lui confie.

Article 28 – Comité des autorités de surveillance nationales

Sans préjudice de l'article 24, paragraphe 4, et des responsabilités spécifiques confiées directement aux autorités de surveillance nationales, le Comité des autorités de surveillance nationales assiste le Conseil du FABEC dans la mise en œuvre de l'article 19 et, lorsque cela s'avère approprié, de l'article 20 et exécute les autres tâches que celui-ci lui confie.

CHAPITRE X: CONSULTATION DES PRESTATAIRES DE SERVICES DE NAVIGATION AÉRIENNE

Article 29 – Commission consultative des services de navigation aérienne

- (1) La Commission consultative des services de navigation aérienne est établie afin d'assurer la consultation des prestataires de services de navigation aérienne sur les questions relatives à la fourniture de services au sein du FABEC.
- (2) La Commission consultative des services de navigation aérienne est composée:
 - a) de représentants du Conseil du FABEC, et
 - b) de représentants des prestataires de services de navigation aérienne.
- (3) Sur invitation du Conseil du FABEC, d'autres participants peuvent assister aux réunions en qualité d'observateurs.
- (4) Les comptes rendus des débats de la Commission consultative des services de navigation aérienne sont communiqués au Conseil du FABEC.

CHAPITRE XI: RESPONSABILITÉ

Article 30 – Régime de responsabilité

- (1) Tout État contractant indemnise le dommage tel que visé au paragraphe 4, lorsque celui-ci:
 - a) est survenu dans l'espace aérien au-dessus de son territoire ou placé sous sa responsabilité conformément aux règles de l'OACI, et

- b) a été causé par la faute d'un prestataire de services de la circulation aérienne désigné conformément à l'article 12, autre que le prestataire dont le lieu d'exploitation principal est situé sur le territoire de l'État contractant concerné, par celle de ses agents, ou par celle de toute autre personne agissant pour le compte dudit prestataire.

Le prestataire de services de la circulation aérienne visé sous lettre b est dénommé ci-après le prestataire effectif de services de la circulation aérienne.

- (2) Aucune action directe ne peut être engagée contre le prestataire effectif de services de la circulation aérienne, ni contre ses agents, ni contre toute personne agissant pour le compte dudit prestataire.
- (3) Le droit à indemnisation visé au paragraphe 1 s'éteint si aucune action n'est introduite dans un délai de deux ans à compter de la date à laquelle la décision de justice prévue au paragraphe 4 est devenue définitive.
- (4) L'indemnisation visée au paragraphe 1 ne peut faire l'objet d'une demande que pour un dommage n'ayant pas été indemnisé par décision de justice devenue définitive prise conformément à une législation ou une réglementation nationale ou internationale spécifique. Une décision est considérée comme définitive lorsqu'elle n'est plus susceptible de recours en vertu d'une législation ou d'une réglementation nationale ou internationale.
- (5) La demande d'indemnisation visée aux paragraphes 1 et 4 est introduite auprès de l'État contractant concerné. L'autorité compétente examine la demande et statue sur celle-ci conformément aux règles de droit matériel appropriées de l'État contractant concerné. À défaut d'accord sur la demande, le litige est tranché par le tribunal compétent de l'État contractant concerné, conformément à ses règles de droit matériel appropriées.
- (6) Le prestataire effectif de services de la circulation aérienne rembourse à l'État contractant concerné toute indemnisation versée ou tout coût supporté par ce dernier conformément au paragraphe 1. L'État contractant du prestataire effectif de services de la circulation aérienne veille à ce que celui-ci exécute cette obligation et, en cas de défaillance de ce dernier, se substitue à lui dès la première demande de remboursement formulée par l'État contractant concerné.
- (7) Tout différend relatif au remboursement prévu au paragraphe 6, opposant l'État contractant du prestataire effectif de services de la circulation aérienne à l'État contractant visé au paragraphe 1, peut être soumis, par l'un des deux États contractants, à arbitrage conformément au « Règlement facultatif de la Cour permanente d'arbitrage pour l'arbitrage des différends entre deux États ». Les règles de droit matériel appropriées visées au paragraphe 5 sont applicables au différend. L'article 32, paragraphes 3 et 4, est applicable.
- (8) Aucune disposition du présent Traité n'empêche l'État contractant visé au paragraphe 1 et l'État contractant du prestataire effectif de services de la circulation aérienne de convenir de partager les coûts résultant du dommage visé au paragraphe 1.
- (9) Aucune disposition du présent Traité ne limite le droit d'un État contractant ou d'un prestataire effectif de services de la circulation aérienne d'exercer un recours contre toute autre personne physique ou morale.
- (10) Les États contractants s'échangent dans les meilleurs délais toute information relative à une demande d'indemnisation visée aux paragraphes 1 et 4, ainsi qu'à son règlement définitif.

- (11) Les prestataires de services de la circulation aérienne désignés disposent d'une couverture appropriée au titre de la responsabilité encourue en vertu du présent Traité, afin de pouvoir répondre à l'obligation prévue au paragraphe 6.
- (12) Le présent article s'applique sans préjudice d'accords internationaux relatifs aux dommages causés par les forces armées d'un État contractant sur le territoire d'un autre État contractant.
- (13) Les dispositions du présent article prévalent sur les dispositions régissant la responsabilité dans tout accord entre deux États contractants relatif à la fourniture de services de la circulation aérienne.

CHAPITRE XII: ACCIDENTS ET INCIDENTS GRAVES

Article 31 – Enquête sur les accidents et les incidents graves

- (1) En cas d'accident ou d'incident grave tels que définis par la Convention de Chicago survenant dans l'espace aérien concerné, l'État contractant qui mène l'enquête informe immédiatement le Conseil du FABEC s'il décèle des points faibles à l'échelle du FABEC.
- (2) Les communications, notifications et rapports relatifs aux enquêtes sur les accidents et les incidents graves sont rédigés en langue anglaise ou dans l'une des langues nationales des États contractants et accompagnés d'une traduction en langue anglaise.
- (3) Les dispositions du présent article prévalent sur les dispositions régissant les enquêtes sur les accidents et incidents graves contenues dans tout accord entre deux États contractants relatif à la fourniture de services de navigation aérienne, en cas de différence.

CHAPITRE XIII: DISPOSITIONS INSTITUTIONNELLES

Article 32 – Règlement des différends

- (1) Tout différend survenant entre États contractants au sujet de l'interprétation, de l'application ou de l'exécution du présent Traité, y compris de son existence, de sa validité ou de son extinction, et ne pouvant être réglé dans un délai de six mois par la voie de négociations directes entre les États contractants concernés ou par tout autre moyen, est soumis au Conseil du FABEC.
- (2) Si le différend ne peut être réglé par le Conseil du FABEC dans les trois mois suivant sa saisine, chacun des États contractants concernés peut le soumettre à arbitrage conformément au « Règlement facultatif de la Cour permanente d'arbitrage pour l'arbitrage des différends entre deux États ».
- (3) Les coûts communs de l'arbitrage sont supportés, à parts égales, par les États contractants parties à la procédure d'arbitrage.
- (4) Les décisions du tribunal arbitral lient les États contractants parties au différend.

Article 33 – Adhésion au présent Traité

- (1) Le présent Traité est ouvert à l'adhésion. Tout État qui souhaite devenir partie au présent Traité soumet sa demande d'adhésion au Dépositaire.
- (2) Les conditions de l'adhésion, de même que tout amendement au présent Traité qui en résulte, font l'objet d'un traité entre les États contractants et l'État candidat. Le traité d'adhésion est ratifié par les États contractants et l'État candidat après qu'ils se soient conformés, à cet effet, à leurs dispositions constitutionnelles respectives.
- (3) Le traité d'adhésion entre en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant le dépôt du dernier instrument de ratification auprès du Dépositaire.
- (4) Le Conseil du FABEC prend toutes les mesures rendues nécessaires par une telle adhésion.

Article 34 – Dénonciation du présent Traité

- (1) En cas de dénonciation du présent Traité par un État contractant, ce dernier en informe le Conseil du FABEC et notifie sa décision au Dépositaire.
- (2) La dénonciation prend effet un an après la date de réception de la notification au Dépositaire.
- (3) Le Conseil du FABEC prend toutes les mesures rendues nécessaires par une telle dénonciation.
- (4) L'État contractant qui dénonce le présent Traité supporte en principe les coûts engendrés par cette dénonciation. Les conséquences financières résultant de la dénonciation sont déterminées dans un accord particulier conclu entre cet État et les autres États contractants. Le droit de dénonciation de l'État contractant ne peut en être affecté.
- (5) La dénonciation n'exonère pas l'État contractant dénonçant de ses obligations au titre du paragraphe 4 et de l'article 32.

Article 35 – Amendements au présent Traité

- (1) Si un État contractant souhaite amender le présent Traité, il en informe dûment le Conseil du FABEC.
- (2) Tout amendement au présent Traité est accepté par les États contractants, sur proposition du Conseil du FABEC.
- (3) Tout amendement accepté est ratifié par les États contractants après qu'ils se soient conformés, à cet effet, à leurs dispositions constitutionnelles respectives.
- (4) Tout amendement entre en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant le dépôt du dernier instrument de ratification auprès du Dépositaire.

Article 36 – Extinction et suspension du présent Traité

- (1) Les États contractants peuvent à tout moment décider à l'unanimité de mettre un terme au présent Traité.
- (2) La procédure d'extinction est engagée par le dépôt d'une déclaration écrite auprès du Dépositaire par l'ensemble des États contractants stipulant que le présent Traité prendra fin à une date déterminée par les États contractants.
- (3) Les États contractants déterminent et répartissent conjointement les coûts engendrés par l'extinction.
- (4) Chaque État contractant a le droit de suspendre immédiatement l'application de tout ou partie du présent Traité pour des raisons de sûreté nationale. L'État contractant qui suspend l'application de tout ou partie du présent Traité informe immédiatement les autres États contractants de sa décision et la notifie au Dépositaire.
- (5) L'État contractant qui suspend l'application de tout ou partie du présent Traité s'efforce de mettre fin à la suspension dans les meilleurs délais. Il informe immédiatement les autres États contractants de sa décision et la notifie au Dépositaire.
- (6) L'État contractant qui suspend l'application de tout ou partie du présent Traité en supporte en principe les coûts. Les conséquences financières résultant de la suspension sont déterminées dans un accord particulier conclu entre cet État et les autres États contractants.
- (7) L'extinction et la suspension n'exonèrent pas les États contractants concernés de leurs obligations au titre de l'article 32.

Article 37 – Enregistrement auprès de l'Organisation de l'aviation civile internationale

Le présent Traité et tout amendement ultérieur sont enregistrés auprès de l'OACI conformément aux dispositions de l'article 83 de la Convention de Chicago.

Article 38 – Entrée en vigueur du présent Traité

Le présent Traité entre en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant le dépôt du dernier instrument de ratification auprès du Dépositaire.

Article 39 – Le Dépositaire et sa fonction

- (1) Le gouvernement du Royaume de Belgique est le Dépositaire du présent Traité. Les instruments de ratification sont déposés auprès du gouvernement du Royaume de Belgique.

(2) Le Dépositaire:

- a) informe les États contractants:
 - du dépôt de chaque instrument de ratification ainsi que de la date à laquelle ce dépôt a été effectué,
 - de la date d'entrée en vigueur du présent Traité et de tout amendement,
 - de toute candidature d'un État à l'adhésion au présent Traité,
 - de toute dénonciation du présent Traité par un État contractant, de la date de cette dénonciation et de celle à laquelle elle prend effet;
- b) enregistre le présent Traité et tout amendement ultérieur auprès de l'OACI;
- c) informe la Commission européenne de la date d'entrée en vigueur du présent Traité et de tout amendement ultérieur;
- d) informe l'OACI et la Commission européenne:
 - de toute adhésion au présent Traité ainsi que de la date à laquelle elle prend effet,
 - de toute dénonciation du présent Traité ainsi que de la date à laquelle elle prend effet,
 - de la suspension de tout ou partie du présent Traité ainsi que de la date à laquelle elle prend effet,
 - de l'extinction du présent Traité ainsi que de la date à laquelle elle prend effet;
- e) transmet des copies certifiées conformes du présent Traité aux États contractants;
- f) exerce toute autre fonction habituellement dévolue aux dépositaires.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment investis des pouvoirs nécessaires, signent le présent Traité.

VERDRAG
betreffende de oprichting van het Functioneel Luchtruimblok "Europe Central"
tussen de Bondsrepubliek Duitsland, het Koninkrijk België, de Republiek Frankrijk,
het Groothertogdom Luxemburg, het Koninkrijk der Nederlanden
en de Zwitserse Bondsstaat

DE BONDSREPUBLIC DUITSLAND,
HET KONINKRIJK BELGIË,
DE REPUBLIEK FRANKRIJK,
HET GROOTHERTOOGDOM LUXEMBURG,
HET KONINKRIJK DER NEDERLANDEN
EN
DE ZWITSERSE BONDSSTAAT

De Verdragsluitende Staten,

Gelet op de Verordeningen betreffende het Gemeenschappelijk Europees Luchtruim van het Europees Parlement en de Raad van de Europese Unie, de relevante uitvoeringsbepalingen, de verklaring van de Lidstaten over militaire kwesties die verband houden met het Gemeenschappelijk Europees Luchtruim en de Overeenkomst tussen de Europese Gemeenschap en de Zwitserse Bondsstaat inzake luchtvervoer;

Gelet op de haalbaarheidsstudie betreffende het Functioneel Luchtruimblok "Europe Central" (*Functional Airspace Block Europe Central, FABEC*) van 18 september 2008;

Gelet op de gezamenlijke intentieverklaring voor het creëren van een Functioneel Luchtruimblok "Europe Central" van 18 november 2008;

Overwegende dat het luchtruim boven het grondgebied en dat onder de verantwoordelijkheid van de Verdragsluitende Staten van het FABEC behoren tot de meest complexe luchtverkeersgebieden van Europa;

Overwegende dat een meer geïntegreerde aanpak van de luchtverkeersbeveiliging een belangrijke stap is om te voldoen aan de behoeften van het civiele en militaire luchtverkeer in dit gebied;

Overwegende dat nauwe samenwerking tussen de verleners van luchtvaartnavigatiediensten voldoet aan de behoeften van het civiele en militaire luchtverkeer in dit gebied;

Overwegende dat de oprichting van het FABEC noodzakelijkerwijs een verbeterde en toenemende grensoverschrijdende verlening van luchtvaartnavigatiediensten met zich meebrengt;

Overwegende de “Just Culture” context zoals die tot uitdrukking komt in de internationale en Europese wetgeving;

In aanmerking nemende dat de Verdragsluitende Staten met de oprichting van het FABEC de bedoeling hebben om, ongeacht de bestaande grenzen, een optimale capaciteit, doeltreffendheid en efficiëntie te bereiken voor het luchtverkeersbeveiligingsnetwerk en tegelijk een hoog veiligheidsniveau te behouden;

Overtuigd van de toegevoegde waarde van het creëren van het FABEC voor de ecologische duurzaamheid;

Zijn het volgende overeengekomen:

HOOFDSTUK I: ALGEMENE BEGINSELEN

Artikel 1 – Definities

Tenzij anders bepaald, hebben de in dit Verdrag gebruikte begrippen de betekenis die eraan wordt toegekend in de toepasselijke definities uit de Verordeningen betreffende het Gemeenschappelijk Europees Luchtruim die van kracht zijn in de Verdragsluitende Staten. Voor de toepassing van dit Verdrag gelden de volgende definities:

- a) onder “Verdrag” wordt verstaan het onderhavige Verdrag en elke wijziging hiervan, tenzij anders bepaald;
- b) onder “betreffende luchtruim” wordt verstaan het luchtruim boven het grondgebied van de Verdragsluitende Staten en dat onder hun verantwoordelijkheid, in overeenstemming met de regels van de Internationale Burgerluchtvaartorganisatie (ICAO), zoals bepaald in artikel 3 van dit Verdrag;
- c) onder “Het Verdrag van Chicago” wordt verstaan de *Convention on International Civil Aviation*, die op 7 december 1944 in Chicago werd ondertekend, alsook:
 - elke door de Verdragsluitende Staten geratificeerde wijziging die krachtens artikel 94, onderdeel a, van het Verdrag van Chicago wordt toegepast; en

- elke Bijlage of wijziging aangenomen krachtens artikel 90 van het Verdrag van Chicago, voor zover de internationale normen, waarnaar wordt verwezen in artikel 37 van het Verdrag van Chicago en die zijn opgenomen in die Bijlage of wijziging, van kracht zijn voor alle Verdragsluitende Staten;
- d) onder “grensoverschrijdend gebied” wordt verstaan het luchtruim boven internationale grenzen dat is gereserveerd voor het exclusieve gebruik door specifieke gebruikers tijdens een specifieke periode;
- e) onder “Functioneel Luchtruimblok “Europe Central” (FABEC)” wordt verstaan het Functioneel Luchtruimblok dat door de Verdragsluitende Staten krachtens dit Verdrag wordt opgericht;
- f) onder “operationeel luchtverkeer” wordt verstaan de vluchten die niet voldoen aan de bepalingen voor het algemene luchtverkeer en waarvoor regels en procedures door de bevoegde nationale autoriteiten werden vastgesteld. Het operationeel luchtverkeer kan burgerluchtvaartvluchten omvatten zoals testvluchten, die een zekere mate van afwijking vereisen van de regels van ICAO om aan hun operationele vereisten te beantwoorden;
- g) “staatsluchtvaartuigen”: luchtvaartuigen die gebruikt worden door militaire, douane- en politiediensten worden geacht staatsluchtvaartuigen te zijn;
- h) onder “gevechtsleidingsdienst” wordt verstaan de militaire dienstverlening ter ondersteuning van het operationeel luchtverkeer om de toegewezen missie te vervullen en ervoor te zorgen dat op elk ogenblik voldoende afstand wordt bewaard tussen de luchtvaartuigen;
- i) onder “grondgebied” wordt verstaan het landoppervlak en de territoriale wateren die eraan grenzen en die overeenkomstig internationaal recht onder de soevereiniteit van een Verdragsluitende Staat vallen.

Artikel 2 – Onderwerp van dit Verdrag

- (1) Dit Verdrag richt het FABEC op en de FABEC-Raad voor het bestuur ervan.
- (2) Dit Verdrag creëert geen internationale organisatie met internationale rechtspersoonlijkheid.
- (3) Dit Verdrag bepaalt de algemene voorwaarden en de wijze van bestuur waaronder de Verdragsluitende Staten moeten zorgen voor luchtverkeersbeveiliging en de verlening van luchtvaartnavigatiediensten in het betreffende luchtruim.
- (4) Dit Verdrag bepaalt het kader waarbinnen de specifieke technische en operationele regelingen totstandgebracht dienen te worden die de werkterreinen van de verleners van luchtvaartnavigatiediensten beslaan.

Artikel 3 – Geografische reikwijdte

- (1) Dit Verdrag is van toepassing op het betreffende luchtruim dat is samengesteld uit de volgende vluchtinformatiegebieden (Flight Information Region, FIR) en hogere informatiegebieden (Upper Information Region, UIR) van continentaal Europa:
 - a) FIR Bremen;
 - b) FIR Langen;
 - c) FIR München;
 - d) UIR Hannover;
 - e) UIR Rhein;
 - f) FIR/UIR Bruxelles;
 - g) FIR Bordeaux;
 - h) FIR Brest;
 - i) FIR Marseille;
 - j) FIR Paris;
 - k) FIR Reims;
 - l) UIR France;
 - m) FIR Amsterdam;
 - n) FIR/UIR Switzerland.
- (2) Wat de Republiek Frankrijk betreft, is dit Verdrag alleen van toepassing op de Europese Departementen van de Republiek Frankrijk.
- (3) Wat het Koninkrijk der Nederlanden betreft, is dit Verdrag alleen van toepassing op het gedeelte van het Koninkrijk der Nederlanden dat zich in Europa bevindt.

Artikel 4 – Soevereiniteit

- (1) In het geval een FIR of een UIR zich uitstrekt tot in het luchtruim boven het grondgebied van een andere Verdragsluitende Staat, wordt de soevereiniteit van de betreffende Verdragsluitende Staat met betrekking tot dat gedeelte van het luchtruim boven zijn grondgebied niet aangetast.
- (2) De bepalingen van dit Verdrag doen geen afbreuk aan de bevoegdheden van de Verdragsluitende Staten met betrekking tot veiligheids- en militaire belangen.

Artikel 5 – Staatsluchtvaartuigen

- (1) Tenzij anders overeengekomen of geregeld, blijft artikel 3, onderdeel c, van het Verdrag van Chicago volledig van toepassing op staatsluchtvaartuigen.
- (2) De Verdragsluitende Staten streven naar het instellen van een vereenvoudigde procedure voor diplomatieke klaring of speciale toestemming voor militaire trainingsactiviteiten binnen het betreffende luchtruim.

Artikel 6 – Doelstelling van het FABEC

Het FABEC heeft tot doel optimale prestaties te bereiken op het gebied van veiligheid, ecologische duurzaamheid, capaciteit, kostenefficiëntie, vluchtefficiëntie en doeltreffendheid van militaire missies door middel van de inrichting van het luchtruim en de organisatie van de luchtverkeersbeveiliging in het betreffende luchtruim, ongeacht de bestaande grenzen.

Artikel 7 – Verplichtingen van de Verdragsluitende Staten

- (1) Om de doelstelling van het FABEC te bereiken, verbinden de Verdragsluitende Staten zich ertoe om samen te werken en, in overeenstemming met hun nationale procedures, de passende maatregelen te nemen, in het bijzonder op de volgende gebieden:
 - a) luchtruim;
 - b) harmonisatie van regels en procedures;
 - c) verlening van luchtvaartnavigatiediensten;
 - d) civiel-militaire samenwerking;
 - e) heffingen;
 - f) toezicht;
 - g) prestaties;
 - h) bestuur.
- (2) De Verdragsluitende Staten voeren de beslissingen uit die genomen zijn door de FABEC-Raad en verbinden zich ertoe om de benodigde nationale regels en procedures in te stellen.
- (3) De Verdragsluitende Staten zorgen ervoor dat dit Verdrag wordt uitgevoerd.

HOOFDSTUK II: LUCHTRUIM

Artikel 8 – Luchtruim van het FABEC

- (1) Ongeacht de bestaande grenzen, zorgen de Verdragsluitende Staten gezamenlijk voor het ontwerp en het beheer van een naadloos luchtruim, alsook voor de gecoördineerde regeling van luchtverkeersstromen en -capaciteit, zorgvuldig rekening houdend met samenwerkingsprocessen op internationaal niveau.
- (2) De Verdragsluitende Staten zorgen in het bijzonder voor:
 - a) de ontwikkeling van een gemeenschappelijk luchtruimbeleid in nauwe samenwerking tussen de civiele en militaire autoriteiten;
 - b) het inrichten van de structuur van het betreffende luchtruim om defragmentatie en dynamische sectorvorming te vergemakkelijken;
 - c) het onderzoek van de wijzigingen met betrekking tot het betreffende luchtruim die de prestaties op FABEC-niveau beïnvloeden;
 - d) de coördinatie met EUROCONTROL;
 - e) de raadpleging van de luchtruimgebruikers, gezamenlijk indien nodig;
 - f) het gecoördineerd instellen van grensoverschrijdende gebieden.

Artikel 9 – Flexibel gebruik van het luchtruim

- (1) De Verdragsluitende Staten werken op juridisch, operationeel en technisch niveau samen om het concept van flexibel gebruik van het luchtruim efficiënt en consistent toe te passen, rekening houdend met zowel civiele als militaire vereisten.
- (2) De Verdragsluitende Staten zorgen ervoor dat er gemeenschappelijke afspraken en procedures worden overeengekomen tussen de civiele en militaire verleners van luchtverkeersdiensten.
- (3) De Verdragsluitende Staten zorgen ervoor dat civiele en militaire autoriteiten coördineren op het strategische niveau van luchtruimbeheer.
- (4) De Verdragsluitende Staten zorgen ervoor dat op pre-tactisch niveau een gemeenschappelijke luchtruimbeheersfunctie wordt ingesteld tussen de civiele en militaire verleners van luchtverkeersdiensten.
- (5) De Verdragsluitende Staten zorgen ervoor dat op tactisch niveau coördinatie plaatsvindt tussen de eenheden voor luchtverkeersdiensten en de militaire luchtverkeersleidingseenheden.

HOOFDSTUK III: HARMONISATIE

Artikel 10 – Harmonisatie van regels en procedures

- (1) De Verdragsluitende Staten verbinden zich ertoe om hun materiële regels en procedures die relevant zijn voor het FABEC te harmoniseren.
- (2) Daartoe raadplegen de Verdragsluitende Staten elkaar regelmatig om verschillen in hun respectieve wet- en regelgeving op te sporen en op te heffen.
- (3) De Verdragsluitende Staten zorgen ervoor dat de verleners van luchtverkeersdiensten in het betreffende luchtruim een gemeenschappelijk overkoepelend veiligheidsbeheersysteem ontwikkelen en toepassen.
- (4) De Verdragsluitende Staten coördineren de classificatie van de diverse delen van het betreffende luchtruim in overeenstemming met de Europese specificaties, zodat de in de praktijk tussen hen bestaande verschillen verkleind worden.

HOOFDSTUK IV: VERLENING VAN LUCHTVAARTNAVIGATIEDIENSTEN

Artikel 11 – Luchtvaartnavigatiediensten

De Verdragsluitende Staten zorgen ervoor dat de volgende luchtvaartnavigatiediensten worden verleend:

- a) luchtverkeersdiensten;
- b) communicatie-, navigatie- en plaatsbepalingsdiensten;
- c) luchtvaartinlichtingendiensten;
- d) meteorologische diensten.

Artikel 12 – Luchtverkeersdiensten

- (1) De Verdragsluitende Staten wijzen gezamenlijk door middel van een gemeenschappelijk instrument de verleners van luchtverkeersdiensten voor het betreffende luchtruim aan.
- (2) Na kennisgeving door de betreffende Verdragsluitende Staat, worden verleners van luchtverkeersdiensten voor het betreffende luchtruim, die niet aangewezen zijn overeenkomstig lid 1, door de Verdragsluitende Staten gezamenlijk aangewezen, als deze slechts een of meer van de volgende diensten verlenen:
 - a) vluchtinformatiediensten voor vliegvelden;
 - b) luchtverkeersdiensten beperkt tot een plaatselijk verkeersleidingsgebied van een vliegveld;

- c) luchtverkeersdiensten onder militair toezicht.
- (3) De leden 1 en 2 zijn van toepassing onverminderd regelingen of verdragen inzake de verlening van luchtverkeersdiensten tussen Verdragsluitende Staten of om het even welke Verdragsluitende Staat en een derde partij die bestonden vóór de inwerkingtreding van dit Verdrag.
 - (4) De Verdragsluitende Staten houden elkaar op de hoogte van de rechten en verplichtingen van de aangewezen verleners van luchtverkeersdiensten op nationaal niveau en van alle wijzigingen in hun certificatie of in hun juridische status.
 - (5) De Verdragsluitende Staten informeren gezamenlijk de Europese Commissie en de andere Lidstaten over elke beslissing die krachtens dit artikel wordt genomen betreffende de aanwijzing van verleners van luchtverkeersdiensten.
 - (6) De Verdragsluitende Staten moedigen nauwe samenwerking tussen verleners van luchtverkeersdiensten aan.

Artikel 13 – Communicatie-, navigatie- en plaatsbepalingsdiensten

De Verdragsluitende Staten streven naar gemeenschappelijke technische systemen en de kostenefficiënte operationalisering van infrastructuur voor de verlening van communicatie-, navigatie- en plaatsbepalingsdiensten door de civiele verleners van luchtvaartnavigatiediensten.

Artikel 14 – Luchtvaartinlichtingendiensten

De Verdragsluitende Staten werken samen op het gebied van luchtvaartinlichtingen en coördineren de verlening van de luchtvaartinlichtingendiensten.

Artikel 15 – Meteorologische diensten

- (1) De Verdragsluitende Staten zorgen voor samenwerking tussen verleners van meteorologische diensten voor luchtvaartnavigatie.
- (2) Elke Verdragsluitende Staat wijst de verlener van meteorologische diensten voor luchtvaartnavigatie op exclusieve basis aan en brengt de FABEC-Raad daarvan op de hoogte.

Artikel 16 – Verhoudingen tussen dienstverleners

- (1) De Verdragsluitende Staten zorgen ervoor dat verleners van luchtvaartnavigatiediensten de werkrelaties formaliseren die noodzakelijk worden geacht voor de coördinatie van hun diensten in het betreffende luchtruim door middel van schriftelijke overeenkomsten of daaraan gelijkwaardige juridische regelingen.

- (2) Na raadpleging van de FABEC-Raad worden de schriftelijke overeenkomsten of daaraan gelijkwaardige juridische regelingen tussen verleners van luchtverkeersdiensten inzake grensoverschrijdende diensten in het betreffende luchtruim door de betreffende Verdragsluitende Staten goedgekeurd. Zodra ze zijn goedgekeurd, worden ze doorgegeven aan de FABEC-Raad.
- (3) Wanneer er schriftelijke overeenkomsten of daaraan gelijkwaardige juridische regelingen met buurlanden bestaan voor het verlenen van luchtverkeersdiensten buiten het betreffende luchtruim, zorgt/zorgen de betreffende Verdragsluitende Staat/Staten ervoor dat die schriftelijke overeenkomsten of daaraan gelijkwaardige juridische regelingen geen invloed uitoefenen op het Verdrag, en dat ze door worden gegeven aan de FABEC-Raad.

HOOFDSTUK V: BEGINSELEN INZAKE CIVIEL-MILITAIRE SAMENWERKING

Artikel 17 – Militaire activiteiten

- (1) Zorgvuldig rekening houdend met de beginselen van het flexibel gebruik van het luchtruim en in overeenstemming met de bestaande nationale regelingen en de toepasselijke internationale overeenkomsten sluiten de betreffende Verdragsluitende Staten, waar en wanneer nodig, schriftelijke overeenkomsten om militaire trainingsactiviteiten in het betreffende luchtruim mogelijk te maken, ongeacht de bestaande grenzen.
- (2) De betreffende Verdragsluitende Staten staan het verlenen van grensoverschrijdende luchtverkeersdiensten toe door een militaire of civiele verlener van luchtverkeersdiensten van de betrokken andere Verdragsluitende Staat aan staatsluchtvaartuigen die als algemeen of operationeel luchtverkeer opereren, overeenkomstig daartoe strekkende schriftelijke regelingen die aan de FABEC-Raad worden doorgegeven.
- (3) De betreffende Verdragsluitende Staten staan het verlenen van gevechtsleidingsdiensten aan operationeel luchtverkeer toe door de luchtverdedigingsorganisaties en organisaties voor tactisch luchtbevel- en gevechtsleidingsdiensten van de andere betreffende Verdragsluitende Staat, overeenkomstig daartoe strekkende schriftelijke regelingen die aan de FABEC-Raad worden doorgegeven.
- (4) Voor het verlenen van grensoverschrijdende diensten in het betreffende luchtruim moedigen de Verdragsluitende Staten een nauwe samenwerking aan tussen de civiele en militaire verleners van luchtvaartnavigatiediensten en de respectieve organisaties voor luchtverdediging en tactisch luchtbevel- en gevechtsleidingsdiensten.
- (5) De Verdragsluitende Staten streven naar harmonisatie van de relevante civiele en militaire regelingen om de civiel-militaire samenwerking te vergemakkelijken, in het bijzonder op het gebied van beveiliging.

HOOFDSTUK VI: HEFFINGEN

Artikel 18 – Heffingenbeleid

- (1) De Verdragsluitende Staten ontwikkelen gemeenschappelijke beginselen met betrekking tot het heffingenbeleid binnen het betreffende luchtruim en passen deze toe, rekening houdend met de mogelijkheid van nationale vrijstellingen.

- (2) De Verdragsluitende Staten hebben de intentie om een enkel eenheidstarief voor en-route verkeer in het betreffende luchtruim toe te passen en zij streven naar het vaststellen van een gemeenschappelijke heffingszone in het betreffende luchtruim.
- (3) De FABEC-Raad beslist over de invoering, de voorwaarden voor en de toepassing van een enkel eenheidstarief voor en-route verkeer in het betreffende luchtruim en de vaststelling van een gemeenschappelijke heffingszone in het betreffende luchtruim.
- (4) Het gemeenschappelijk voorgestelde enkel eenheidstarief voor en-route verkeer in het betreffende luchtruim wordt volgend op een beslissing van de FABEC-Raad daarover aan het relevante EUROCONTROL-orgaan ter vaststelling voorgelegd.
- (5) Voorafgaand aan de invoering en toepassing van een enkel eenheidstarief voor en-route verkeer in het betreffende luchtruim coördineren de Verdragsluitende Staten hun eenheidstarieven voor en-route verkeer in het betreffende luchtruim op het niveau van de FABEC-Raad.
- (6) De Verdragsluitende Staten dienen in het bijzonder:
 - a) gezamenlijk de noodzakelijke verplichtingen te vervullen verbonden aan een gemeenschappelijke heffingszone voor en-route verkeer in het betreffende luchtruim;
 - b) passende regelingen te treffen voor samenhang en eenvormigheid bij de toepassing van de regels en voorschriften met betrekking tot heffingen;
 - c) waar nodig, te zorgen voor de gezamenlijke coördinatie met EUROCONTROL.

HOOFDSTUK VII: TOEZICHT

Artikel 19 – Toezicht op de verleners van luchtvaartnavigatiediensten

- (1) De Verdragsluitende Staten zorgen ervoor dat de nationale toezichthoudende instanties nauw samenwerken bij de uitoefening van het toezicht op de verleners van luchtvaartnavigatiediensten binnen het betreffende luchtruim en dat hun werkwijzen zijn geharmoniseerd.
- (2) De Verdragsluitende Staten erkennen wederzijds de toezichtstaken van hun nationale toezichthoudende instanties en de resultaten van deze taken.
- (3) De Verdragsluitende Staten zorgen ervoor dat hun nationale toezichthoudende instanties overeenkomsten sluiten over de samenwerking waarnaar in lid 1 wordt verwezen, met inbegrip van een regeling voor de behandeling van gevallen waarin niet wordt voldaan aan de geldende gemeenschappelijke eisen, en voor de wederzijdse erkenning van toezichtstaken en de resultaten van deze taken. Die overeenkomsten kunnen een regeling bevatten betreffende de verdeling van verantwoordelijkheden voor toezichtstaken. De betreffende nationale toezichthoudende instanties geven de overeenkomsten door aan de FABEC-Raad.
- (4) De nationale toezichthoudende instantie die de verlener van luchtvaartnavigatiediensten, die grensoverschrijdende diensten in het betreffende luchtruim verleent, heeft gecertificeerd, is belast met het toezicht op deze verlener van luchtvaartnavigatiediensten, in nauwe samenwerking met de nationale toezichthoudende instantie(s) van de andere betreffende Verdragsluitende Staat/Staten.

- (5) Indien de Verdragsluitende Staat boven wiens grondgebied de luchtvaartnavigatiediensten als bedoeld in lid 4 worden verleend, eist dat zijn eigen nationale toezichthoudende instantie toezicht uitoefent, bereiken de betrokken nationale toezichthoudende instanties overeenstemming over de voorwaarden voor het toezicht.
- (6) De betreffende Verdragsluitende Staten zorgen ervoor dat hun nationale toezichthoudende instanties een gemeenschappelijk mechanisme opzetten voor informatie-uitwisseling, overleg en coördinatie voor de verlening van grensoverschrijdende diensten om er voor te zorgen dat zonder uitstel de noodzakelijke corrigerende maatregelen worden genomen.
- (7) De Verdragsluitende Staten zorgen ervoor dat de in overeenstemming met dit artikel genomen beslissingen ten uitvoer worden gebracht.
- (8) In laatste instantie behoudt elke Verdragsluitende Staat het recht om de toestemming die in overeenstemming met artikel 16, lid 2, is gegeven op te schorten of te herroepen, nadat de betreffende Verdragsluitende Staat en de FABEC-Raad daarvan op de hoogte zijn gebracht.

HOOFDSTUK VIII: PRESTATIES

Artikel 20 – Prestatieregeling

- (1) De Verdragsluitende Staten voeren een FABEC-prestatieregeling in en passen een FABEC-prestatieplan toe dat strookt met de EU-wijde prestatiedoelen en dat rekening houdt met de militaire behoeften. Dit prestatieplan wordt door de FABEC-Raad goedgekeurd.
- (2) Het prestatieplan bevat de FABEC-prestatiedoelstellingen voor ten minste de volgende prestatiekerngebieden:
 - a) veiligheid;
 - b) milieu;
 - c) capaciteit;
 - d) kostenefficiëntie;
 - e) doeltreffendheid van militaire missies.
- (3) Het prestatieplan bevat een reeks duidelijke en meetbare prestatiekernindicatoren voor de prestatiekerngebieden voor een vastgestelde referentieperiode.
- (4) Het prestatieplan bevat stimuleringsregelingen op FABEC-niveau.
- (5) De FABEC-Raad beslist over de toepassing en elementen van het FABEC-prestatieplan.
- (6) Voorafgaand aan de toepassing van het FABEC-prestatieplan, stelt de FABEC-Raad prestatiedoelen vast op FABEC-niveau en coördineert hij de nationale prestatieplannen.
- (7) Bij het opstellen van het prestatieplan vindt overleg plaats met de betreffende belanghebbende partijen.

- (8) De Verdragsluitende Staten zorgen ervoor dat de verwezenlijking van het FABEC-prestatieplan wordt gemonitord en dat indien nodig corrigerende maatregelen worden genomen.
- (9) De Verdragsluitende Staten beoordelen periodiek het ontwerp en de werking van de FABEC-prestatieregeling en nemen indien nodig corrigerende maatregelen.

HOOFDSTUK IX: BESTUUR

Artikel 21 – De FABEC-Raad

- (1) De FABEC-Raad is samengesteld uit de volgende vertegenwoordigers van iedere Verdragsluitende Staat:
 - a) een vertegenwoordiger van de overheid die verantwoordelijk is voor de burgerluchtvaart; en
 - b) een vertegenwoordiger van de overheid die verantwoordelijk is voor de militaire luchtvaart.
- (2) Op uitnodiging van de FABEC-Raad kunnen andere deelnemers als waarnemers zijn vergaderingen bijwonen.

Artikel 22 – Functies van de FABEC-Raad

- (1) De FABEC-Raad bestuurt het FABEC.
- (2) Teneinde de verplichtingen van de Verdragsluitende Staten krachtens het Verdrag na te komen, heeft de FABEC-Raad de opdracht om beslissingen te nemen om:
 - a) te zorgen voor de uitvoering van dit Verdrag en voor het bereiken van de doelstellingen van het FABEC in het algemeen;
 - b) de ontwikkeling van de civiel-militaire samenwerking te bepalen;
 - c) overeenstemming te bereiken over de gemeenschappelijke inrichting en het gemeenschappelijk beleid voor het betreffende luchtruim;
 - d) de wijze van samenwerking voor de toepassing van het concept van flexibel gebruik van het luchtruim te bepalen;
 - e) de harmonisatie van de materiële regels en procedures te ondersteunen;
 - f) het proces van gezamenlijke aanwijzing van de verleners van luchtverkeersdiensten te vergemakkelijken;
 - g) het heffingenbeleid voor het betreffende luchtruim aan te nemen en het enkel eenheidstarief voor en-route verkeer in het betreffende luchtruim vast te stellen;

- h) de ontwikkeling en de toepassing van een gemeenschappelijk overkoepelend veiligheidsbeheersysteem te ondersteunen;
- i) strategische doelstellingen voor de ontwikkeling van het FABEC te bepalen, de bereikte resultaten te evalueren, en indien nodig passende maatregelen te nemen;
- j) het prestatieplan en de bijbehorende prestatiedoelen goed te keuren;
- k) het eigen huishoudelijk reglement en dat van de comités, werkgroepen en van de Adviesraad voor Luchtvaartnavigatiedienstverlening aan te nemen;
- l) andere comités op te richten dan die welke door dit Verdrag in het leven zijn geroepen, alsook werkgroepen op te richten om hem bijstand te verlenen op specifieke gebieden, en de voorstellen van de comités en werkgroepen goed te keuren;
- m) te zorgen voor coördinatie van het FABEC met de aangrenzende functionele luchtruimblokken, met inbegrip van efficiënte 'interfaces';
- n) de standpunten van de Verdragsluitende Staten te coördineren met het oog op de toepassing van internationale overeenkomsten, in het bijzonder betreffende het werk van ICAO, EUROCONTROL, de Europese Commissie, het Europees agentschap voor de veiligheid van de luchtvaart en gezamenlijke ondernemingen op het gebied van de luchtverkeersbeveiliging;
- o) de oplossing van geschillen te vergemakkelijken die tussen de Verdragsluitende Staten kunnen ontstaan;
- p) de maatregelen te nemen die vereist zijn ingevolge de toetreding van een Staat tot dit Verdrag;
- q) de maatregelen te nemen die vereist zijn ingevolge de opzegging van dit Verdrag door een Verdragsluitende Staat;
- r) te evalueren of dit Verdrag strookt met eventuele wijzigingen van de Verordeningen betreffende het Gemeenschappelijk Europees Luchtruim;
- s) wijzigingen van dit Verdrag voor te stellen;
- t) te zorgen voor raadpleging van de verleners van luchtvaartnavigatiediensten, de gebruikers van het luchtruim en andere belanghebbende partijen waar nodig.

Artikel 23 – Functioneren

- (1) De FABEC-Raad wordt afwisselend voorgezeten door een van de Verdragsluitende Staten.
- (2) De FABEC-Raad neemt zijn beslissingen met eenparigheid van stemmen. Elke Verdragsluitende Staat heeft één stem. De beslissingen van de FABEC-Raad worden beschouwd als beslissingen van de vertegenwoordigers van de Verdragsluitende Staten.

- (3) Beslissingen worden van kracht twee maanden na de dag waarop ze zijn aangenomen, tenzij, binnen twee maanden nadat ze zijn aangenomen, een Verdragsluitende Staat de andere Verdragsluitende Staten op de hoogte brengt dat hij de beslissing alleen kan uitvoeren met de instemming van zijn wetgevende organen. In dat geval wordt de beslissing van kracht een dag nadat de laatste betreffende Verdragsluitende Staat de andere Verdragsluitende Staten op de hoogte heeft gebracht dat de wetgevende organen hun instemming hebben gegeven.
- (4) Het door de FABEC-Raad aangenomen huishoudelijk reglement bevat regelingen, in het bijzonder voor het bijeenroepen van vergaderingen, het voorafgaand versturen van de agenda, de aanstelling van de Voorzitter en de duur van het Voorzitterschap, de stemprocedure, met inbegrip van de mogelijkheid om beslissingen per correspondentie te nemen.
- (5) De FABEC-Raad komt bijeen op uitnodiging van de Voorzitter, minstens twee keer per jaar en telkens wanneer dit nodig is. Elke Verdragsluitende Staat heeft het recht om de bijeenroeping van een vergadering te verzoeken.

Artikel 24 – Comités en werkgroepen

- (1) Om de doelstellingen van het FABEC te bereiken en de FABEC-Raad bij te staan, worden hierbij het Luchtruimcomité, het Harmonisatie- en Adviescomité, het Financieel en Prestatiecomité en het Comité van de Nationale Toezichhoudende Instanties opgericht. De FABEC-Raad kan andere comités en werkgroepen oprichten.
- (2) De comités en werkgroepen worden samengesteld uit civiele en militaire deskundigen die door de Verdragsluitende Staten worden aangesteld.
- (3) Op uitnodiging van de comités of werkgroepen kunnen andere deelnemers als waarnemers hun vergaderingen bijwonen.
- (4) Tenzij anders bepaald in het huishoudelijk reglement of door een beslissing van de FABEC-Raad rapporteren comités en werkgroepen rechtstreeks en uitsluitend aan de FABEC-Raad.

Artikel 25 – Het Luchtruimcomité

Het Luchtruimcomité staat de FABEC-Raad bij bij de tenuitvoerlegging van de artikelen 8 en 9 en voert de andere taken uit die de FABEC-Raad hem toevertrouwt.

Artikel 26 – Het Harmonisatie- en Adviescomité

Het Harmonisatie- en Adviescomité staat de FABEC-Raad bij bij de tenuitvoerlegging van de artikelen 10 en 12 en voert de andere taken uit die de FABEC-Raad hem toevertrouwt.

Artikel 27 – Het Financieel en Prestatiecomité

Het Financieel en Prestatiecomité staat de FABEC-Raad bij bij de tenuitvoerlegging van artikel 18 en, waar van toepassing, artikel 20 en voert de andere taken uit die de FABEC-Raad hem toevertrouwt.

Artikel 28 – Comité van de Nationale Toezichhoudende Instanties

Onverminderd artikel 24, lid 4, en de specifieke verantwoordelijkheden die rechtstreeks aan de nationale toezichhoudende instanties zijn verleend, staat het Comité van de Nationale Toezichhoudende Instanties de FABEC-Raad bij bij de tenuitvoerlegging van artikel 19 en, waar van toepassing, artikel 20 en voert de andere taken uit die de FABEC-Raad hem toevertrouwt.

HOOFDSTUK X: RAADPLEGING VAN VERLENERS VAN LUCHTVAARTNAVIGATIEDIENSTEN

Artikel 29 – Adviesraad voor Luchtvaartnavigatiedienstverlening

- (1) De Adviesraad voor Luchtvaartnavigatiedienstverlening wordt opgericht voor de raadpleging van verleners van luchtvaartnavigatiediensten over aangelegenheden die te maken hebben met de dienstverlening binnen het FABEC.
- (2) De Adviesraad voor Luchtvaartnavigatiedienstverlening wordt als volgt samengesteld:
 - a) vertegenwoordigers van de FABEC-Raad; en
 - b) vertegenwoordigers van de verleners van luchtvaartnavigatiediensten.
- (3) Op uitnodiging van de FABEC-Raad kunnen andere deelnemers als waarnemers de vergaderingen bijwonen.
- (4) Verslagen van de besprekingen van de Adviesraad voor Luchtvaartnavigatiedienstverlening worden aan de FABEC-Raad bezorgd.

HOOFDSTUK XI: CIVIELRECHTELIJKE AANSPRAKELIJKHEID

Artikel 30 –Aansprakelijkheidsregime

- (1) Een Verdragsluitende Staat vergoedt de schade zoals beschreven in lid 4 wanneer deze schade:
 - a) zich heeft voorgedaan in het luchtruim boven zijn grondgebied of dat onder zijn verantwoordelijkheid in overeenstemming met de regels van ICAO; en

- b) is veroorzaakt door de fout van een verlener van luchtverkeersdiensten die is aangewezen in overeenstemming met artikel 12 of die van zijn medewerkers of van elke andere persoon die in zijn naam optreedt, en die niet de verlener is waarvan de hoofdvestiging zich bevindt op het grondgebied van de betrokken Verdragsluitende Staat.

De verlener van luchtverkeersdiensten vermeld in b) wordt hierna de effectieve verlener van luchtverkeersdiensten genoemd.

- (2) Er mag niet rechtstreeks een zaak aanhangig worden gemaakt tegen de effectieve verlener van luchtverkeersdiensten of tegen zijn medewerkers of tegen elke andere persoon die in zijn naam optreedt.
- (3) Als er geen zaak aanhangig wordt gemaakt binnen een periode van twee jaar vanaf de datum van de definitieve rechterlijke beslissingen zoals bepaald in lid 4, vervalt het recht op schadevergoeding voortvloeiend uit lid 1.
- (4) Er kan slechts schadevergoeding op basis van lid 1 worden gevorderd voor schade die niet wordt vergoed krachtens definitieve rechterlijke beslissingen die in overeenstemming met specifieke nationale of internationale wetten of voorschriften zijn gevelde. Een beslissing wordt als definitief beschouwd als er krachtens de nationale of internationale wetten of voorschriften geen rechtsmiddel tegen open staat.
- (5) De vordering tot schadevergoeding voortvloeiend uit leden 1 en 4 dient bij de betrokken Verdragsluitende Staat te worden ingediend. De vordering wordt in overweging genomen en wordt al dan niet door de bevoegde autoriteit ingewilligd in overeenstemming met de relevante materiële wetten en voorschriften van de betrokken Verdragsluitende Staat. Als er over de vordering geen consensus wordt bereikt, wordt het geschil door de bevoegde rechter van de betrokken Verdragsluitende Staat, in overeenstemming met zijn relevante materiële nationale wetten en voorschriften, beslecht.
- (6) De effectieve verlener van luchtverkeersdiensten vergoedt aan de betrokken Verdragsluitende Staat alle overeenkomstig lid 1 betaalde vergoedingen door of opgelopen kosten van deze Verdragsluitende Staat. De Verdragsluitende Staat van de effectieve verlener van luchtverkeersdiensten zorgt ervoor dat deze verplichting wordt nagekomen en neemt, indien de effectieve verlener van luchtverkeersdiensten in gebreke blijft, bij het eerste verzoek diens plaats in om de betrokken Verdragsluitende Staat te vergoeden.
- (7) Elk geschil betreffende de terugbetaling zoals bepaald in lid 6, tussen de Verdragsluitende Staat van de effectieve verlener van luchtverkeersdiensten en de Verdragsluitende Staat waarnaar wordt verwezen in lid 1 kan door elk van de twee Verdragsluitende Staten worden verwezen naar arbitrage krachtens het "Facultatieve Reglement voor Arbitrage van Geschillen tussen twee Staten van het Permanente Hof van Arbitrage". De relevante nationale materiële wetten en voorschriften waarnaar in lid 5 wordt verwezen zijn in het geschil van toepassing. De leden 3 en 4 van artikel 32 zijn van toepassing.
- (8) Niets in dit Verdrag verhindert dat de Verdragsluitende Staat waarnaar in lid 1 wordt verwezen en de Verdragsluitende Staat van de effectieve verlener van luchtverkeersdiensten een overeenkomst bereiken om de kosten die voortvloeien uit de schade waarnaar in lid 1 wordt verwezen, te delen.
- (9) Niets in dit Verdrag beperkt het recht van een Verdragsluitende Staat of een effectieve verlener van luchtverkeersdiensten om verhaal te halen bij om het even welke andere natuurlijke of rechtspersoon.

- (10) De Verdragsluitende Staten brengen elkaar op de hoogte zodra zij informatie over een vordering tot schadevergoeding voortvloeiend uit leden 1 en 4 ontvangen en zodra een vordering definitief is geregeld.
- (11) De aangewezen verleners van luchtverkeersdiensten dekken zich voldoende in voor de aansprakelijkheid die zij krachtens dit Verdrag dragen, zodat zij kunnen voldoen aan de verplichting die aan hen door lid 6 wordt opgelegd.
- (12) Dit artikel is van toepassing zonder afbreuk te doen aan de internationale overeenkomsten met betrekking tot schade die wordt toegebracht door strijdkrachten van een Verdragsluitende Staat op het grondgebied van een andere Verdragsluitende Staat.
- (13) Dit artikel heeft voorrang boven de bepalingen inzake aansprakelijkheid in elke overeenkomst tussen twee Verdragsluitende Staten met betrekking tot het verlenen van luchtverkeersdiensten.

HOOFDSTUK XII: ONGEVALLEN EN ERNSTIGE INCIDENTEN

Artikel 31 – Onderzoek van ongevallen en ernstige incidenten

- (1) Bij een ongeval of een ernstig incident overeenkomstig het Verdrag van Chicago dat zich voordoet in het betreffende luchtruim, brengt de Verdragsluitende Staat die het onderzoek voert de FABEC-Raad onmiddellijk op de hoogte als hij tekortkomingen op FABEC-niveau opmerkt.
- (2) Mededelingen, kennisgevingen en rapporten over onderzoeken van ongevallen en ernstige incidenten worden opgesteld in het Engels of in een van de nationale talen van de Verdragsluitende Staat met een vertaling in het Engels.
- (3) De bepalingen van dit artikel hebben voorrang boven de bepalingen inzake onderzoek van ongevallen en ernstige incidenten in elke overeenkomst tussen twee Verdragsluitende Staten betreffende de verlening van luchtvaarnavigatiediensten, in het geval van verschillen.

HOOFDSTUK XIII: INSTITUTIONELE BEPALINGEN

Artikel 32 – Geschillenbeslechting

- (1) Elk geschil dat tussen Verdragsluitende Staten ontstaat met betrekking tot de interpretatie, toepassing of uitvoering van het Verdrag, met inbegrip van zijn bestaan, gelding of beëindiging, dat niet door rechtstreekse onderhandelingen tussen de betreffende Verdragsluitende Staten of met enig ander middel binnen een periode van zes maanden kan worden opgelost, wordt naar de FABEC-Raad verwezen.
- (2) Als de FABEC-Raad er niet in slaagt om een geschil op te lossen binnen drie maanden na de verwijzing ervan naar de FABEC-Raad, is elk van de betreffende Verdragsluitende Staten gerechtigd om het geschil voor arbitrage voor te leggen volgens het "Facultatieve Reglement voor Arbitrage van Geschillen tussen twee Staten van het Permanente Hof van Arbitrage".
- (3) De gemeenschappelijke kosten van de arbitrage worden in dezelfde mate gedragen door de Verdragsluitende Staten die als partijen bij de arbitrageprocedure zijn betrokken.

- (4) De beslissingen van het scheidsgerecht zijn bindend voor de Verdragsluitende Staten die partij zijn bij het geschil.

Artikel 33 – Toetreding tot dit Verdrag

- (1) Dit Verdrag staat open voor toetreding. Een Staat die partij wil worden bij dit Verdrag richt zijn aanvraag voor toetreding tot de Depositaris.
- (2) De voorwaarden voor toetreding en alle daaruit voortvloeiende aanpassingen aan dit Verdrag zijn het onderwerp van een verdrag tussen de Verdragsluitende Staten en de verzoekende Staat. Het toetredingsverdrag wordt bekrachtigd door de Verdragsluitende Staten en de verzoekende Staat nadat aan hun respectieve grondwettelijke vereisten daartoe is voldaan.
- (3) Het toetredingsverdrag wordt van kracht op de eerste dag van de tweede maand volgend op de neerlegging van de laatste akte van bekrachtiging bij de Depositaris.
- (4) De FABEC-Raad neemt alle maatregelen die vereist zijn ingevolge die toetreding.

Artikel 34 – Opzegging van dit Verdrag

- (1) Wanneer een Verdragsluitende Staat dit Verdrag opzegt, brengt de betreffende Verdragsluitende Staat de FABEC-Raad op de hoogte en stelt hij de Depositaris in kennis van zijn beslissing.
- (2) De opzegging wordt een jaar na ontvangst van de kennisgeving door de Depositaris van kracht.
- (3) De FABEC-Raad neemt alle maatregelen die vereist zijn ingevolge die opzegging.
- (4) De Verdragsluitende Staat die dit Verdrag opzegt, draagt in beginsel de kosten die met die opzegging gepaard gaan. De financiële gevolgen van die opzegging worden vastgelegd in een speciale overeenkomst tussen de opzeggende Verdragsluitende Staat en de andere Verdragsluitende Staten. Het recht van een Verdragsluitende Staat om op te zeggen blijft onaangetast.
- (5) De opzegging ontheft de zich terugtrekkende Verdragsluitende Staat niet van de verplichting om te voldoen aan lid 4 en artikel 32.

Artikel 35 – Wijzigingen van dit Verdrag

- (1) Als een Verdragsluitende Staat dit Verdrag wenst te wijzigen, brengt hij de FABEC-Raad hiervan op de hoogte.
- (2) Wijzigingen van dit Verdrag worden overeengekomen door de Verdragsluitende Staten op voorstel van de FABEC-Raad.
- (3) Wijzigingen van dit Verdrag worden bekrachtigd door de Verdragsluitende Staten nadat aan hun respectieve grondwettelijke vereisten daartoe is voldaan.

- (4) Wijzigingen van dit Verdrag worden van kracht op de eerste dag van de tweede maand volgend op de neerlegging van de laatste akte van bekrachtiging bij de Depositaris.

Artikel 36 – Beëindiging en opschorting van dit Verdrag

- (1) De Verdragsluitende Staten kunnen op elk ogenblik unaniem beslissen om dit Verdrag te beëindigen.
- (2) De beëindiging wordt bewerkstelligd door de indiening bij de Depositaris van een schriftelijke verklaring van de Verdragsluitende Staten dat dit Verdrag buiten werking treedt op een door de Verdragsluitende Staten vastgestelde datum.
- (3) De Verdragsluitende Staten bepalen samen de kosten van de beëindiging en de toewijzing van die kosten.
- (4) Elke Verdragsluitende Staat heeft het recht om onmiddellijk de toepassing van dit Verdrag geheel of gedeeltelijk op te schorten om redenen van nationale veiligheid. De Verdragsluitende Staat die de toepassing van dit Verdrag geheel of gedeeltelijk opschort brengt de andere Verdragsluitende Staten onmiddellijk op de hoogte van zijn beslissing en stelt de Depositaris overeenkomstig in kennis.
- (5) De Verdragsluitende Staat die de toepassing van dit Verdrag geheel of gedeeltelijk opschort streeft ernaar de opschorting zo snel mogelijk te beëindigen. Hij zal de andere Verdragsluitende Staten onmiddellijk op de hoogte brengen van zijn beslissing en de Depositaris overeenkomstig in kennis stellen.
- (6) De Verdragsluitende Staat die de toepassing van dit Verdrag geheel of gedeeltelijk opschort, draagt in beginsel de kosten van die opschorting. De financiële gevolgen van de opschorting worden bepaald in een speciale overeenkomst tussen de Verdragsluitende Staat die de toepassing van dit Verdrag opschort en de andere Verdragsluitende Staten.
- (7) De beëindiging en de opschorting ontheffen de betreffende Verdragsluitende Staat/Staten niet van de verplichting om te voldoen aan artikel 32.

Artikel 37 – Registratie bij de Internationale Burgerluchtvaartorganisatie

Dit Verdrag en alle latere wijzigingen ervan worden geregistreerd bij ICAO, in overeenstemming met de bepalingen van artikel 83 van het Verdrag van Chicago.

Artikel 38 – Inwerkingtreding van dit Verdrag

Dit Verdrag treedt in werking op de eerste dag van de tweede maand volgend op de neerlegging van de laatste akte van bekrachtiging bij de Depositaris.

Artikel 39 – De Depositaris en zijn functie

- (1) De regering van het Koninkrijk België is de Depositaris van dit Verdrag. De akten van bekrachtiging worden neergelegd bij de regering van het Koninkrijk België.
- (2) De Depositaris:
 - a) brengt de Verdragsluitende Staten op de hoogte van:
 - elke neerlegging van een akte van bekrachtiging, samen met de datum ervan,
 - de datum van inwerkingtreding van dit Verdrag en van elke wijziging ervan;
 - elke aanvraag van een Staat om tot dit Verdrag toe te treden;
 - elke opzegging door een Verdragsluitende Staat van dit Verdrag, de datum van opzegging en de datum van buitenwerkingtreding van dit Verdrag voor de betreffende Staat;
 - b) laat dit Verdrag en alle latere wijzigingen registreren bij ICAO;
 - c) brengt de Europese Commissie op de hoogte van de datum van inwerkingtreding van dit Verdrag en van alle latere wijzigingen;
 - d) brengt ICAO en de Europese Commissie op de hoogte van:
 - elke toetreding tot dit Verdrag, samen met de datum ervan,
 - elke opzegging van dit Verdrag, samen met de datum ervan;
 - elke geheel of gedeeltelijke opschorting van dit Verdrag, samen met de datum ervan;
 - de beëindiging van dit Verdrag, samen met de datum ervan;
 - e) bezorgt alle Verdragsluitende Staten voor eensluidend gewaarmerkte afschriften van dit Verdrag;
 - f) vervult alle andere functies die normaal aan een Depositaris toekomen.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekenden, naar behoren daartoe gemachtigd, dit Verdrag hebben ondertekend.

VERTRAG
über die Errichtung des Funktionalen Luftraumblocks „Europe Central“
zwischen der Bundesrepublik Deutschland, dem Königreich Belgien,
der Französischen Republik, dem Großherzogtum Luxemburg,
dem Königreich der Niederlande
und der Schweizerischen Eidgenossenschaft

DIE BUNDESREPUBLIK DEUTSCHLAND,
DAS KÖNIGREICH BELGIEN,
DIE FRANZÖSISCHE REPUBLIK,
DAS GROSSHERZOGTUM LUXEMBURG,
DAS KÖNIGREICH DER NIEDERLANDE
UND
DIE SCHWEIZERISCHE EIDGENOSSENSCHAFT

Die Vertragsstaaten,

Gestützt auf die Verordnungen des Europäischen Parlaments und des Rates der Europäischen Union über den einheitlichen europäischen Luftraum, die entsprechenden Durchführungsvorschriften, die Erklärung der Mitgliedstaaten zu militärischen Aspekten im Zusammenhang mit dem einheitlichen europäischen Luftraum und das Abkommen zwischen der Europäischen Gemeinschaft und der Schweizerischen Eidgenossenschaft über den Luftverkehr;

Gestützt auf die Machbarkeitsstudie zum Funktionalen Luftraumblock „Europe Central“ (*Functional Airspace Block Europe Central*, FABEC) vom 18. September 2008;

Gestützt auf die Gemeinsame Absichtserklärung über die Schaffung eines Funktionalen Luftraumblocks „Europe Central“ vom 18. November 2008;

In der Erwägung, dass der Luftraum über dem Hoheitsgebiet der FABEC-Vertragsstaaten und der Luftraum in ihrem Verantwortungsbereich zu den komplexesten Luftverkehrsgebieten Europas gehören;

In der Erwägung, dass ein stärker integrierter Ansatz beim Flugverkehrsmanagement ein wesentlicher Schritt zur Erfüllung der Bedürfnisse des zivilen und militärischen Flugverkehrs in diesem Gebiet ist;

In der Erwägung, dass eine enge Zusammenarbeit der Flugsicherungsorganisationen die Bedürfnisse des zivilen und militärischen Flugverkehrs in diesem Gebiet erfüllt;

In der Erwägung, dass die Schaffung des FABEC unweigerlich zu einer Verbesserung und einer Zunahme der grenzüberschreitenden Erbringung von Flugsicherungsdiensten führt;

In der Erwägung der im Völker- und Europarecht enthaltenen Kultur des straffreien Meldewesens (Just Culture);

In der Erwägung, dass die Vertragsstaaten mit der Schaffung des FABEC ungeachtet bestehender Grenzen darauf abzielen, eine optimale Kapazität, Wirksamkeit und Effizienz des Flugverkehrsmanagementnetzes unter Aufrechterhaltung eines hohen Sicherheitsniveaus zu erreichen;

In der Überzeugung, dass die Schaffung des FABEC einen Mehrwert im Bereich der nachhaltigen Entwicklung mit sich bringt;

Sind wie folgt übereingekommen:

KAPITEL I: ALLGEMEINE GRUNDSÄTZE

Artikel 1 – Begriffsbestimmungen

Die in diesem Vertrag verwendeten Begriffe haben, sofern nichts anderes festgelegt ist, die Bedeutung der anwendbaren Begriffsbestimmungen der in den Vertragsstaaten geltenden Verordnungen über den einheitlichen europäischen Luftraum. Im Sinne dieses Vertrags gelten folgende Begriffsbestimmungen:

- a) „Vertrag“ bedeutet, sofern nichts anderes festgelegt ist, dieser Vertrag und seine Änderungen;
- b) „betroffener Luftraum“ bedeutet der Luftraum über dem Hoheitsgebiet der Vertragsstaaten und der Luftraum in ihrem Verantwortungsbereich nach den Regeln der Internationalen Zivilluftfahrt-Organisation, wie in Artikel 3 bestimmt;

- c) „Abkommen von Chicago“ bedeutet das am 7. Dezember 1944 in Chicago unterzeichnete Abkommen über die Internationale Zivilluftfahrt und umfasst:
- alle von den Vertragsstaaten ratifizierten und nach Artikel 94 Buchstabe a des Abkommens von Chicago angewendeten Änderungen; und
 - alle nach Artikel 90 des Abkommens von Chicago angenommenen Anhänge oder Änderungen, sofern in diesen Anhängen oder Änderungen enthaltene internationale Richtlinien nach Artikel 37 des Abkommens von Chicago in allen Vertragsstaaten in Kraft sind;
- d) „grenzüberschreitendes Gebiet“ bedeutet der Luftraum über internationalen Grenzen, der über einen bestimmten Zeitraum für die ausschließliche Nutzung durch bestimmte Nutzer reserviert ist;
- e) „Funktionaler Luftraumblock ‚Europe Central‘ (FABEC)“ bedeutet der von den Vertragsstaaten nach diesem Vertrag errichtete funktionale Luftraumblock;
- f) „operationeller Flugverkehr“ bedeutet Flüge, die nicht den für den allgemeinen Flugverkehr geltenden Bestimmungen entsprechen und für die Regeln und Verfahren von den zuständigen nationalen Behörden festgelegt worden sind. Operationeller Flugverkehr kann auch zivile Flüge wie Testflüge umfassen, die gewisse Abweichungen von den Regeln der Internationalen Zivilluftfahrt-Organisation erfordern, um ihre operationellen Anforderungen zu erfüllen;
- g) als „Staatsluftfahrzeuge“ gelten Luftfahrzeuge, die im Militär-, Zoll- und Polizeidienst verwendet werden;
- h) „taktischer Kontrolldienst“ bedeutet die Bereitstellung von Diensten zur Unterstützung des operationellen Flugverkehrs durch das Militär mit dem Ziel, die zugewiesene Mission zu erfüllen und sicherzustellen, dass jederzeit ausreichende Abstände zwischen den Luftfahrzeugen eingehalten werden;
- i) „Hoheitsgebiet“ bedeutet die nach dem Völkerrecht der Staatshoheit eines Vertragsstaats unterstehenden Landgebiete und angrenzenden Hoheitsgewässer.

Artikel 2 – Gegenstand dieses Vertrags

- (1) Mit diesem Vertrag wird der FABEC errichtet und der FABEC-Rat zu dessen Lenkung eingerichtet.
- (2) Mit diesem Vertrag wird keine internationale Organisation mit Völkerrechtspersönlichkeit geschaffen.
- (3) Mit diesem Vertrag werden die allgemeinen Bedingungen und Lenkungsgrundsätze festgelegt, nach denen die Vertragsstaaten das Flugverkehrsmanagement und die Erbringung von Flugsicherungsdiensten im betroffenen Luftraum sicherzustellen haben.
- (4) Mit diesem Vertrag wird der Rahmen festgelegt, in dem die einzelnen technischen und betrieblichen Vereinbarungen für die Tätigkeitsbereiche der Flugsicherungsorganisationen zu treffen sind.

Artikel 3 – Räumlicher Geltungsbereich

- (1) Dieser Vertrag gilt für den betroffenen Luftraum, der aus folgenden Fluginformationsgebieten (Flight Information Region, FIR) und Oberen Fluginformationsgebieten (Upper Information Region, UIR) Kontinentaleuropas besteht:
 - a) FIR Bremen;
 - b) FIR Langen;
 - c) FIR München;
 - d) UIR Hannover;
 - e) UIR Rhein;
 - f) FIR/UIR Bruxelles;
 - g) FIR Bordeaux;
 - h) FIR Brest;
 - i) FIR Marseille;
 - j) FIR Paris;
 - k) FIR Reims;
 - l) UIR France;
 - m) FIR Amsterdam;
 - n) FIR/UIR Switzerland.
- (2) Für die Französische Republik gilt dieser Vertrag nur für die in Europa gelegenen Departements der Französischen Republik.
- (3) Für das Königreich der Niederlande gilt dieser Vertrag nur für den in Europa gelegenen Teil des Königreichs der Niederlande.

Artikel 4 – Staatshoheit

- (1) Falls sich ein FIR oder ein UIR in den Luftraum über dem Hoheitsgebiet eines anderen Vertragsstaats erstreckt, wird dadurch die Staatshoheit des betroffenen Vertragsstaats in Bezug auf diesen Teil des über seinem Hoheitsgebiet liegenden Luftraums nicht berührt.
- (2) Dieser Vertrag berührt nicht die Zuständigkeiten der Vertragsstaaten im Zusammenhang mit Sicherheits- und militärischen Interessen.

Artikel 5 – Staatsluftfahrzeuge

- (1) Sofern nichts anderes vereinbart oder geregelt ist, findet Artikel 3 Buchstabe c des Abkommens von Chicago vollumfänglich Anwendung auf Staatsluftfahrzeuge.
- (2) Die Vertragsstaaten sind bestrebt, für militärische Ausbildungsvorhaben innerhalb des betroffenen Luftraums ein vereinfachtes Verfahren für die Erteilung diplomatischer Ein-/Überfluggenehmigungen oder Sondergenehmigungen einzuführen.

Artikel 6 – Ziel des FABEC

Ziel des FABEC ist es, durch die Gestaltung des Luftraums und die Organisation des Flugverkehrsmanagements im betroffenen Luftraum ungeachtet bestehender Grenzen eine optimale Leistung in den Bereichen Sicherheit, nachhaltige Entwicklung, Kapazität, Kosteneffizienz, Flugeffizienz und Wirksamkeit militärischer Missionen zu erreichen.

Artikel 7 – Verpflichtungen der Vertragsstaaten

- (1) Um das Ziel des FABEC zu erreichen, verpflichten sich die Vertragsstaaten, insbesondere in den folgenden Bereichen zusammenzuarbeiten und geeignete Maßnahmen im Einklang mit ihren innerstaatlichen Verfahren zu ergreifen:
 - a) Luftraum;
 - b) Harmonisierung der Regeln und Verfahren;
 - c) Erbringung von Flugsicherungsdiensten;
 - d) Zusammenarbeit zwischen zivilen und militärischen Stellen;
 - e) Gebühren;
 - f) Aufsicht;
 - g) Leistung;
 - h) Lenkung.
- (2) Die Vertragsstaaten setzen die vom FABEC-Rat gefassten Beschlüsse um und verpflichten sich, die erforderlichen innerstaatlichen Regeln und Verfahren festzulegen.
- (3) Die Vertragsstaaten stellen die Durchführung dieses Vertrags sicher.

KAPITEL II: LUFTRAUM

Artikel 8 – Luftraum des FABEC

- (1) Die Vertragsstaaten gewährleisten gemeinschaftlich die Gestaltung und das Management eines nahtlosen Luftraums und die koordinierte Verkehrsfluss- und Kapazitätsregelung unter gebührender Berücksichtigung der Verfahren zur Zusammenarbeit auf internationaler Ebene ungeachtet bestehender Grenzen.
- (2) Die Vertragsstaaten stellen insbesondere Folgendes sicher:
 - a) die Entwicklung einer gemeinsamen Luftraumpolitik in enger Zusammenarbeit zwischen zivilen und militärischen Stellen;
 - b) die Gestaltung der Struktur des betroffenen Luftraums, um eine Defragmentierung und dynamische Sektorisierung zu erleichtern;
 - c) die Prüfung von Änderungen im Hinblick auf den betroffenen Luftraum, die sich auf die Leistung auf der Ebene des FABEC auswirken;
 - d) die Koordinierung mit EUROCONTROL;
 - e) die Konsultation der Luftraumnutzer, gegebenenfalls gemeinschaftlich;
 - f) die koordinierte Schaffung von grenzüberschreitenden Gebieten.

Artikel 9 – Flexible Luftraumnutzung

- (1) Die Vertragsstaaten arbeiten auf rechtlicher, betrieblicher und technischer Ebene im Hinblick auf die effiziente und kohärente Anwendung des Konzepts der flexiblen Luftraumnutzung zusammen und tragen hierbei sowohl zivilen als auch militärischen Erfordernissen Rechnung.
- (2) Die Vertragsstaaten stellen sicher, dass zivile und militärische Flugverkehrsdienstleister gemeinsame Vereinbarungen schließen und gemeinsame Verfahren festlegen.
- (3) Die Vertragsstaaten stellen sicher, dass die zivilen und militärischen Stellen auf der strategischen Ebene des Luftraummanagements koordiniert vorgehen.
- (4) Die Vertragsstaaten stellen sicher, dass eine gemeinsame Luftraummanagementfunktion zwischen den zivilen und militärischen Flugverkehrsdienstleistern auf prätaktischer Ebene geschaffen wird.
- (5) Die Vertragsstaaten stellen sicher, dass eine Koordinierung zwischen den Einheiten der Flugverkehrsdienstleister und den militärischen Kontrolleinheiten auf taktischer Ebene erfolgt.

KAPITEL III: HARMONISIERUNG

Artikel 10 – Harmonisierung der Regeln und Verfahren

- (1) Die Vertragsstaaten verpflichten sich, ihre für den FABEC relevanten materiell- und verfahrensrechtlichen Regeln zu harmonisieren.
- (2) Zu diesem Zweck konsultieren sich die Vertragsstaaten regelmäßig zur Feststellung und Beseitigung von Unterschieden zwischen ihren jeweiligen Vorschriften.
- (3) Die Vertragsstaaten stellen sicher, dass die Flugverkehrsdienstleister des betroffenen Luftraums ein umfassendes gemeinsames Sicherheitsmanagementsystem entwickeln und umsetzen.
- (4) Die Vertragsstaaten koordinieren die Klassifizierung der verschiedenen Teile des betroffenen Luftraums im Einklang mit den europäischen Vorgaben und stellen sicher, dass Unterschiede, die in der Praxis zwischen ihnen bestehen, verringert werden.

KAPITEL IV: ERBRINGUNG VON FLUGSICHERUNGSDIENSTEN

Artikel 11 – Flugsicherungsdienste

Die Vertragsstaaten stellen die Erbringung folgender Flugsicherungsdienste sicher:

- a) Flugverkehrsdienste;
- b) Kommunikations-, Navigations- und Überwachungsdienste;
- c) Flugberatungsdienste;
- d) Wetterdienste.

Artikel 12 – Flugverkehrsdienste

- (1) Die Vertragsstaaten benennen gemeinschaftlich die Flugverkehrsdienstleister im betroffenen Luftraum in einer gemeinsamen Übereinkunft.
- (2) Flugverkehrsdienstleister im betroffenen Luftraum, die nicht nach Absatz 1 benannt wurden, werden nach Notifikation durch den betroffenen Vertragsstaat gemeinschaftlich von den Vertragsstaaten benannt, wenn sie ausschließlich einen oder mehrere der folgenden Dienste erbringen:
 - a) Flugplatz-Fluginformationsdienste;
 - b) auf eine Kontrollzone der Flugplätze begrenzte Flugverkehrsdienste; oder

- c) Flugverkehrsdienste unter militärischer Aufsicht.
- (3) Die Absätze 1 und 2 lassen Übereinkünfte über die Erbringung von Flugverkehrsdiensten, die vor Inkrafttreten dieses Vertrags zwischen Vertragsstaaten oder zwischen einem Vertragsstaat und einem Dritten bestanden, unberührt.
 - (4) Die Vertragsstaaten unterrichten sich gegenseitig über die Rechte und Pflichten der benannten Flugverkehrsdienstleister auf nationaler Ebene und über Änderungen in Bezug auf ihre Zertifizierung oder ihren Rechtsstatus.
 - (5) Die Vertragsstaaten unterrichten gemeinschaftlich die Europäische Kommission und die anderen Mitgliedstaaten über alle auf der Grundlage dieses Artikels getroffenen Entscheidungen über die Benennung von Flugverkehrsdienstleistern.
 - (6) Die Vertragsstaaten fördern eine enge Zusammenarbeit zwischen Flugverkehrsdienstleistern.

Artikel 13 – Kommunikations-, Navigations- und Überwachungsdienste

Die Vertragsstaaten arbeiten auf einheitliche technische Systeme und einen kosteneffizienten Einsatz einer für die Erbringung von Kommunikations-, Navigations- und Überwachungsdiensten bestimmten Infrastruktur durch zivile Flugsicherungsorganisationen hin.

Artikel 14 – Flugberatungsdienste

Die Vertragsstaaten arbeiten im Bereich der Flugberatung zusammen und koordinieren die Erbringung von Flugberatungsdiensten.

Artikel 15 – Wetterdienste

- (1) Die Vertragsstaaten stellen die Zusammenarbeit zwischen den Flugwetterdienstleistern sicher.
- (2) Jeder Vertragsstaat benennt ausschließlich einen Flugwetterdienstleister und teilt dies dem FABEC-Rat mit.

Artikel 16 – Beziehungen zwischen Dienstleistern

- (1) Die Vertragsstaaten stellen sicher, dass die Flugsicherungsorganisationen die für die Koordinierung ihrer Dienste im betroffenen Luftraum für notwendig erachteten Arbeitsbeziehungen durch schriftliche Vereinbarungen oder sonstige rechtlich gleichwertige Übereinkünfte formalisieren.

- (2) Die schriftlichen Vereinbarungen oder sonstigen rechtlich gleichwertigen Übereinkünfte zwischen Flugverkehrsdienstleistern über grenzüberschreitende Dienste im betroffenen Luftraum werden von den betroffenen Vertragsstaaten nach Konsultation des FABEC-Rates genehmigt. Nach ihrer Genehmigung werden sie dem FABEC-Rat mitgeteilt.
- (3) Bei schriftlichen Vereinbarungen oder sonstigen rechtlich gleichwertigen Übereinkünften mit benachbarten Staaten über die Erbringung von Flugverkehrsdiensten außerhalb des betroffenen Luftraums stellt der betroffene Vertragsstaat beziehungsweise stellen die betroffenen Vertragsstaaten sicher, dass dieser Vertrag durch diese schriftlichen Vereinbarungen oder sonstigen rechtlich gleichwertigen Übereinkünfte nicht berührt wird und dass sie dem FABEC-Rat mitgeteilt werden.

KAPITEL V: GRUNDSÄTZE DER ZUSAMMENARBEIT ZWISCHEN ZIVILEN UND MILITÄRISCHEN STELLEN

Artikel 17 – Militärische Aktivitäten

- (1) Unter gebührender Berücksichtigung der Grundsätze der flexiblen Luftraumnutzung und im Einklang mit innerstaatlichen Regelungen und anwendbaren völkerrechtlichen Übereinkünften schließen die betroffenen Vertragsstaaten gegebenenfalls schriftliche Übereinkünfte, um militärische Ausbildungsvorhaben im betroffenen Luftraum ungeachtet bestehender Grenzen zu ermöglichen.
- (2) Die betroffenen Vertragsstaaten gestatten die Erbringung von grenzüberschreitenden Flugverkehrsdiensten durch einen militärischen oder einen zivilen Flugverkehrsdienstleister eines anderen betroffenen Vertragsstaats für Staatsluftfahrzeuge, die im allgemeinen oder im operationellen Flugverkehr eingesetzt werden, nach Maßgabe entsprechender schriftlicher Übereinkünfte, die dem FABEC-Rat mitgeteilt werden.
- (3) Die betroffenen Vertragsstaaten gestatten die Erbringung von taktischen Kontrolldiensten für den operationellen Flugverkehr durch die Luftverteidigungsorganisationen und die Einsatzführungsdienste eines anderen betroffenen Vertragsstaats nach Maßgabe entsprechender schriftlicher Übereinkünfte, die dem FABEC-Rat mitgeteilt werden.
- (4) Im Hinblick auf die Erbringung grenzüberschreitender Dienste im betroffenen Luftraum fördern die Vertragsstaaten eine enge Zusammenarbeit zwischen den zivilen und militärischen Flugsicherungsorganisationen und den jeweiligen Luftverteidigungsorganisationen und Einsatzführungsdiensten.
- (5) Zur Erleichterung der Zusammenarbeit zwischen zivilen und militärischen Stellen, insbesondere im Bereich der Sicherheit, sind die Vertragsstaaten bestrebt, die einschlägigen zivilen und militärischen Vereinbarungen zu harmonisieren.

KAPITEL VI: GEBÜHREN

Artikel 18 – Gebührenregelung

- (1) Die Vertragsstaaten entwickeln gemeinsame Grundsätze für die Gebührenregelung innerhalb des betroffenen Luftraums und wenden diese an, wobei die Möglichkeit nationaler Ausnahmen berücksichtigt wird.
- (2) Die Vertragsstaaten beabsichtigen, für Streckenflüge im betroffenen Luftraum einen einheitlichen Gebührensatz anzuwenden, und sind bestrebt, im betroffenen Luftraum eine gemeinsame Gebührenzone einzurichten.
- (3) Der FABEC-Rat beschließt die Einführung, die Bedingungen und die Anwendung eines einheitlichen Gebührensatzes für Streckenflüge im betroffenen Luftraum sowie die Schaffung einer gemeinsamen Gebührenzone im betroffenen Luftraum.
- (4) Der für Streckenflüge im betroffenen Luftraum gemeinschaftlich vorgeschlagene einheitliche Gebührensatz wird nach entsprechendem Beschluss des FABEC-Rates dem zuständigen Organ von EUROCONTROL zur Festlegung unterbreitet.
- (5) Vor der Einführung und Anwendung eines einheitlichen Gebührensatzes für Streckenflüge im betroffenen Luftraum koordinieren die Vertragsstaaten ihre Gebührensätze für Streckenflüge im betroffenen Luftraum auf der Ebene des FABEC-Rates.
- (6) Die Vertragsstaaten
 - a) nehmen insbesondere die sich aus einer gemeinsamen Gebührenzone für Streckenflüge im betroffenen Luftraum ergebenden notwendigen Pflichten gemeinschaftlich wahr;
 - b) treffen insbesondere die entsprechenden Regelungen, um Kohärenz und Einheitlichkeit bei der Anwendung der Regeln und Vorschriften über die Gebühren sicherzustellen;
 - c) stellen insbesondere die gemeinschaftliche Koordinierung mit EUROCONTROL sicher, soweit erforderlich.

KAPITEL VII: AUFSICHT

Artikel 19 – Aufsicht über die Flugsicherungsorganisationen

- (1) Die Vertragsstaaten stellen sicher, dass die nationalen Aufsichtsbehörden bei der Aufsicht über die Flugsicherungsorganisationen innerhalb des betroffenen Luftraums eng zusammenarbeiten und dass ihre Verfahrensweisen harmonisiert werden.
- (2) Die Vertragsstaaten erkennen gegenseitig die Aufsichtsaufgaben ihrer nationalen Aufsichtsbehörden und die Ergebnisse der Wahrnehmung dieser Aufgaben an.

- (3) Die Vertragsstaaten stellen sicher, dass ihre nationalen Aufsichtsbehörden Vereinbarungen für die in Absatz 1 beschriebene Zusammenarbeit schließen, einschließlich einer Übereinkunft über das Vorgehen in Fällen, in denen anwendbare gemeinsame Anforderungen nicht erfüllt werden, und über die gegenseitige Anerkennung der Aufsichtsaufgaben sowie die Ergebnisse der Wahrnehmung dieser Aufgaben. Diese Vereinbarungen können auch eine Übereinkunft über die Aufteilung der Zuständigkeiten bei den Aufsichtsaufgaben umfassen. Die Vereinbarungen werden dem FABEC-Rat von den betreffenden nationalen Aufsichtsbehörden mitgeteilt.
- (4) Die nationale Aufsichtsbehörde, welche die Flugsicherungsorganisation, die grenzüberschreitende Dienste im betroffenen Luftraum erbringt, zertifiziert hat, ist in enger Zusammenarbeit mit der nationalen Aufsichtsbehörde beziehungsweise den nationalen Aufsichtsbehörden des anderen betroffenen Vertragsstaats beziehungsweise der anderen betroffenen Vertragsstaaten für die Aufsicht über diese Flugsicherungsorganisation zuständig.
- (5) Verlangt der Vertragsstaat, über dessen Hoheitsgebiet die Flugsicherungsdienste nach Absatz 4 erbracht werden, dass seine eigene nationale Aufsichtsbehörde die Aufsicht wahrnimmt, so einigen sich die betroffenen nationalen Aufsichtsbehörden über die Bedingungen der Aufsicht.
- (6) Die betroffenen Vertragsstaaten stellen sicher, dass ihre nationalen Aufsichtsbehörden einen gemeinsamen Mechanismus für den Informationsaustausch, die Konsultation und die Koordinierung bei der Erbringung von grenzüberschreitenden Diensten schaffen, um sicherzustellen, dass notwendige Korrekturmaßnahmen unverzüglich ergriffen werden.
- (7) Die Vertragsstaaten stellen sicher, dass die nach diesem Artikel getroffenen Entscheidungen umgesetzt werden.
- (8) Als letztes Mittel behält sich jeder Vertragsstaat das Recht vor, die nach Artikel 16 Absatz 2 erteilte Genehmigung nach ordnungsgemäßer Mitteilung an den betroffenen Vertragsstaat und an den FABEC-Rat auszusetzen oder zu widerrufen.

KAPITEL VIII: LEISTUNG

Artikel 20 – Leistungssystem

- (1) Die Vertragsstaaten setzen ein Leistungssystem für den FABEC um und wenden einen Leistungsplan für den FABEC an, der mit den Leistungszielen der Europäischen Union im Einklang steht und militärische Bedürfnisse berücksichtigt. Dieser Leistungsplan bedarf der Genehmigung durch den FABEC-Rat.
- (2) Der Leistungsplan hat Leistungsziele für den FABEC zu enthalten, die mindestens die folgenden zentralen Leistungsbereiche umfassen:
 - a) Sicherheit;
 - b) Umwelt;
 - c) Kapazität;
 - d) Kosteneffizienz;
 - e) Wirksamkeit militärischer Missionen.

- (3) Der Leistungsplan hat eine Reihe klarer und messbarer zentraler Leistungsindikatoren für die zentralen Leistungsbereiche für einen festgelegten Bezugszeitraum zu enthalten.
- (4) Der Leistungsplan hat Anreizsysteme für den FABEC zu enthalten.
- (5) Der FABEC-Rat beschließt die Umsetzung und die Elemente des Leistungsplans für den FABEC.
- (6) Vor der Anwendung des Leistungsplans für den FABEC legt der FABEC-Rat Leistungsziele auf der Ebene des FABEC fest und koordiniert die nationalen Leistungspläne.
- (7) Die Ausarbeitung des Leistungsplans ist Gegenstand von Konsultationen mit den betroffenen Beteiligten.
- (8) Die Vertragsstaaten stellen sicher, dass die Umsetzung des Leistungsplans für den FABEC überprüft wird und Korrekturmaßnahmen ergriffen werden, sofern erforderlich.
- (9) Die Vertragsstaaten nehmen eine regelmäßige Bewertung der Gestaltung und der Funktionsweise des Leistungssystems für den FABEC vor und ergreifen Korrekturmaßnahmen, sofern erforderlich.

KAPITEL IX: LENKUNG

Artikel 21 – Der FABEC-Rat

- (1) Der FABEC-Rat setzt sich zusammen aus den folgenden Vertretern jedes Vertragsstaats:
 - a) ein Vertreter der Behörde, die für die Zivilluftfahrt zuständig ist; und
 - b) ein Vertreter der Behörde, die für die Militärluftfahrt zuständig ist.
- (2) Auf Einladung des FABEC-Rates können weitere Teilnehmer seinen Sitzungen als Beobachter beiwohnen.

Artikel 22 – Aufgaben des FABEC-Rates

- (1) Der FABEC-Rat lenkt den FABEC.
- (2) Damit die Verpflichtungen der Vertragsstaaten nach diesem Vertrag erfüllt werden, hat der FABEC-Rat die Aufgabe, Beschlüsse zu fassen, um
 - a) die Durchführung dieses Vertrags und die Erreichung der Ziele des FABEC im Allgemeinen sicherzustellen;
 - b) die Entwicklung der Zusammenarbeit zwischen zivilen und militärischen Stellen festzulegen;
 - c) eine gemeinsame Gestaltung und Vorgehensweise für den betroffenen Luftraum zu vereinbaren;

- d) die Modalitäten der Zusammenarbeit bei der Anwendung des Konzepts der flexiblen Luftraumnutzung festzulegen;
- e) die Harmonisierung der materiell- und verfahrensrechtlichen Regeln zu unterstützen;
- f) das Verfahren zur gemeinschaftlichen Benennung der Flugverkehrsdienstleister zu erleichtern;
- g) die im betroffenen Luftraum anwendbare Gebührenregelung zu verabschieden und den einheitlichen Gebührensatz für Streckenflüge im betroffenen Luftraum festzulegen;
- h) die Entwicklung und Umsetzung eines umfassenden gemeinsamen Sicherheitsmanagementsystems zu unterstützen;
- i) strategische Ziele für die Entwicklung des FABEC festzulegen, die erzielten Ergebnisse zu bewerten und gegebenenfalls geeignete Maßnahmen zu ergreifen;
- j) den Leistungsplan und die damit verbundenen Leistungsziele zu genehmigen;
- k) seine eigene Geschäftsordnung und die der Ausschüsse, der Arbeitsgruppen und des Beirats für Flugsicherungsdienste zu verabschieden;
- l) andere als die nach diesem Vertrag eingerichteten Ausschüsse einzusetzen sowie Arbeitsgruppen zu schaffen, die ihn in bestimmten Angelegenheiten unterstützen, und die Vorschläge dieser Ausschüsse und Arbeitsgruppen zu genehmigen;
- m) die Koordinierung des FABEC mit angrenzenden funktionalen Luftraumblöcken unter Berücksichtigung der Effizienz der Schnittstellen sicherzustellen;
- n) die Standpunkte der Vertragsstaaten im Hinblick auf die Anwendung völkerrechtlicher Übereinkünfte zu koordinieren, insbesondere im Hinblick auf die Arbeit der Internationalen Zivilluftfahrt-Organisation, von EUROCONTROL, der Europäischen Kommission, der Europäischen Agentur für Flugsicherheit und der gemeinschaftlichen Unternehmen im Bereich des Flugverkehrsmanagements;
- o) die Beilegung von Streitigkeiten zwischen Vertragsstaaten zu erleichtern;
- p) die beim Beitritt eines Staates zu diesem Vertrag erforderlichen Maßnahmen zu ergreifen;
- q) die bei einer Kündigung dieses Vertrags durch einen Vertragsstaat erforderlichen Maßnahmen zu ergreifen;
- r) die Vereinbarkeit dieses Vertrags mit Änderungen der Verordnungen über den einheitlichen europäischen Luftraum zu bewerten;
- s) Änderungen dieses Vertrags vorzuschlagen;
- t) gegebenenfalls die Konsultation der Flugsicherungsorganisationen, der Luftraumnutzer und anderer Beteiligten sicherzustellen.

Artikel 23 – Funktionsweise

- (1) Der Vorsitz des FABEC-Rates wird abwechselnd von einem der Vertragsstaaten wahrgenommen.
- (2) Die Beschlüsse des FABEC-Rates werden einstimmig gefasst. Jeder Vertragsstaat hat eine Stimme. Die Beschlüsse des FABEC-Rates werden als Entscheidungen der Vertreter der Vertragsstaaten angesehen.
- (3) Die Beschlüsse treten zwei Monate nach ihrer Annahme in Kraft, es sei denn, ein Vertragsstaat unterrichtet die anderen Vertragsstaaten innerhalb von zwei Monaten nach der Annahme eines Beschlusses darüber, dass er diesen nur mit Zustimmung seiner gesetzgebenden Organe umsetzen kann. In diesem Fall tritt der Beschluss einen Tag, nachdem der letzte betroffene Vertragsstaat die anderen Vertragsstaaten darüber unterrichtet hat, dass seine gesetzgebenden Organe ihre Zustimmung erteilt haben, in Kraft.
- (4) Die vom FABEC-Rat verabschiedete Geschäftsordnung hat Regelungen insbesondere über die Einberufung von Sitzungen, die vorherige Übermittlung der Tagesordnung, die Ernennung und die Amtszeit des Vorsitzenden sowie das Abstimmungsverfahren einschließlich der Möglichkeit der Beschlussfassung durch Schriftwechsel zu enthalten.
- (5) Der FABEC-Rat tritt auf Einladung seines Vorsitzenden mindestens zweimal pro Jahr sowie bei Bedarf zusammen. Jeder Vertragsstaat ist berechtigt, die Einberufung einer Sitzung zu verlangen.

Artikel 24 – Ausschüsse und Arbeitsgruppen

- (1) Zur Erreichung des Zieles des FABEC und zur Unterstützung des FABEC-Rates werden ein Ausschuss „Luftraum“, ein Ausschuss „Harmonisierung und Beratung“, ein Ausschuss „Finanzen und Leistung“ und ein Ausschuss „Nationale Aufsichtsbehörden“ eingerichtet. Der FABEC-Rat kann weitere Ausschüsse und Arbeitsgruppen einrichten.
- (2) Die Ausschüsse und Arbeitsgruppen setzen sich aus zivilen und militärischen Fachleuten zusammen, die von den Vertragsstaaten ernannt werden.
- (3) Auf Einladung der Ausschüsse oder Arbeitsgruppen können weitere Teilnehmer deren Sitzungen als Beobachter beiwohnen.
- (4) Sofern nichts anderes in der Geschäftsordnung oder durch Beschluss des FABEC-Rates festgelegt ist, berichten die Ausschüsse und Arbeitsgruppen unmittelbar und ausschließlich dem FABEC-Rat.

Artikel 25 – Ausschuss „Luftraum“

Der Ausschuss „Luftraum“ unterstützt den FABEC-Rat bei der Durchführung der Artikel 8 und 9 und führt weitere ihm vom FABEC-Rat übertragene Aufgaben aus.

Artikel 26 – Ausschuss „Harmonisierung und Beratung“

Der Ausschuss „Harmonisierung und Beratung“ unterstützt den FABEC-Rat bei der Durchführung der Artikel 10 und 12 und führt weitere ihm vom FABEC-Rat übertragene Aufgaben aus.

Artikel 27 – Ausschuss „Finanzen und Leistung“

Der Ausschuss „Finanzen und Leistung“ unterstützt den FABEC-Rat bei der Durchführung des Artikels 18 und gegebenenfalls des Artikels 20 und führt weitere ihm vom FABEC-Rat übertragene Aufgaben aus.

Artikel 28 – Ausschuss „Nationale Aufsichtsbehörden“

Unbeschadet des Artikels 24 Absatz 4 und der den nationalen Aufsichtsbehörden unmittelbar übertragenen besonderen Zuständigkeiten unterstützt der Ausschuss „Nationale Aufsichtsbehörden“ den FABEC-Rat bei der Durchführung des Artikels 19 und gegebenenfalls des Artikels 20 und führt weitere ihm vom FABEC-Rat übertragene Aufgaben aus.

KAPITEL X: KONSULTATION DER FLUGSICHERUNGSORGANISATIONEN

Artikel 29 – Beirat für Flugsicherungsdienste

- (1) Es wird ein Beirat für Flugsicherungsdienste eingerichtet, um die Konsultation der Flugsicherungsorganisationen in Fragen der Erbringung von Diensten innerhalb des FABEC sicherzustellen.
- (2) Der Beirat für Flugsicherungsdienste setzt sich zusammen aus:
 - a) Vertretern des FABEC-Rates; und
 - b) Vertretern der Flugsicherungsorganisationen.
- (3) Auf Einladung des FABEC-Rates können weitere Teilnehmer den Sitzungen als Beobachter beiwohnen.
- (4) Die Sitzungsprotokolle des Beirats für Flugsicherungsdienste sind dem FABEC-Rat zu übermitteln.

KAPITEL XI: HAFTUNG

Artikel 30 – Haftungssystem

- (1) Ein Vertragsstaat ersetzt einen Schaden nach Absatz 4, wenn sich dieser Schaden:
- a) im Luftraum über seinem Hoheitsgebiet oder im Luftraum in seinem Verantwortungsbereich nach den Regeln der Internationalen Zivilluftfahrt-Organisation ereignet hat; und
 - b) durch ein Verschulden eines nach Artikel 12 benannten Flugverkehrsdienstleisters, seiner Beschäftigten oder anderer in seinem Auftrag handelnder Personen verursacht wurde, ausgenommen des Dienstleisters, dessen Hauptbetriebsstätte sich im Hoheitsgebiet des betroffenen Vertragsstaats befindet.

Der unter Buchstabe b genannte Flugverkehrsdienstleister wird im Folgenden als „tatsächlicher Flugverkehrsdienstleister“ bezeichnet.

- (2) Gegen den tatsächlichen Flugverkehrsdienstleister, seine Beschäftigten oder andere in seinem Auftrag handelnde Personen können Ansprüche nicht unmittelbar geltend gemacht werden.
- (3) Der Anspruch auf Schadenersatz nach Absatz 1 erlischt, wenn nicht innerhalb von zwei Jahren vom Tag der endgültigen gerichtlichen Entscheidung nach Absatz 4 Klage eingereicht wird.
- (4) Der Schadensersatz nach Absatz 1 kann nur für einen Schaden geltend gemacht werden, der nicht auf der Grundlage endgültiger gerichtlicher Entscheidungen im Einklang mit dem maßgeblichen innerstaatlichen Recht, dem Völkerrecht oder sonstigen Vorschriften ersetzt wurde. Eine Entscheidung gilt als endgültig, wenn nach dem innerstaatlichen Recht, dem Völkerrecht oder sonstigen Vorschriften kein Rechtsmittel mehr zur Verfügung steht.
- (5) Der Anspruch auf Schadenersatz nach den Absätzen 1 und 4 ist im betroffenen Vertragsstaat geltend zu machen. Die zuständige Behörde prüft den Anspruch und entscheidet im Einklang mit den relevanten materiellrechtlichen Gesetzen und sonstigen Vorschriften des betroffenen Vertragsstaats. Kommt eine Einigung hinsichtlich des Anspruchs nicht zustande, so entscheidet das zuständige Gericht des betroffenen Vertragsstaats im Einklang mit seinen relevanten materiellrechtlichen Gesetzen und sonstigen Vorschriften.
- (6) Der tatsächliche Flugverkehrsdienstleister zahlt dem betroffenen Vertragsstaat den von ihm nach Absatz 1 geleisteten Schadensersatz oder die ihm nach Absatz 1 angefallenen Kosten zurück. Der Vertragsstaat des tatsächlichen Flugverkehrsdienstleisters stellt sicher, dass der tatsächliche Flugverkehrsdienstleister dieser Pflicht nachkommt; kommt der tatsächliche Flugverkehrsdienstleister seiner Pflicht nicht nach, so tritt der Vertragsstaat des tatsächlichen Flugverkehrsdienstleisters ab dem ersten von dem betroffenen Vertragsstaat gestellten Antrag auf Rückzahlung an dessen Stelle.
- (7) Streitigkeiten über die Rückzahlung nach Absatz 6 zwischen dem Vertragsstaat des tatsächlichen Flugverkehrsdienstleisters und dem Vertragsstaat nach Absatz 1 können von jedem der beiden Vertragsstaaten einem Schiedsverfahren nach der Fakultativen Schiedsordnung des Ständigen Schiedshofs für Streitigkeiten zwischen zwei Staaten (Permanent Court of Arbitration Optional Rules for Arbitrating Disputes between Two States) unterworfen werden. Die relevanten materiellrechtlichen Gesetze und sonstigen Vorschriften nach Absatz 5 sind auf die Streitigkeit anzuwenden. Artikel 32 Absätze 3 und 4 finden Anwendung.

- (8) Dieser Vertrag schließt nicht aus, dass sich der Vertragsstaat nach Absatz 1 und der Vertragsstaat des tatsächlichen Flugverkehrsdienstleisters darauf einigen, die aufgrund eines Schadens nach Absatz 1 angefallenen Kosten zu teilen.
- (9) Dieser Vertrag beschränkt nicht das Rückgriffsrecht eines Vertragsstaats oder eines tatsächlichen Flugverkehrsdienstleisters gegenüber anderen natürlichen oder juristischen Personen.
- (10) Die Vertragsstaaten unterrichten sich gegenseitig, sobald sie Kenntnis von der Geltendmachung eines Anspruchs auf Schadenersatz nach den Absätzen 1 und 4 erhalten und sobald ein Anspruch endgültig geregelt worden ist.
- (11) Die benannten Flugverkehrsdienstleister haben für eine angemessene Deckung der Haftungsansprüche nach diesem Vertrag zu sorgen, damit sie ihrer Pflicht nach Absatz 6 nachkommen können.
- (12) Dieser Artikel lässt völkerrechtliche Übereinkünfte über Schäden, die von den Streitkräften eines Vertragsstaats im Hoheitsgebiet eines anderen Vertragsstaats verursacht wurden, unberührt.
- (13) Dieser Artikel geht Haftungsbestimmungen in Übereinkünften zwischen zwei Vertragsstaaten über die Erbringung von Flugverkehrsdiensten vor.

KAPITEL XII: UNFÄLLE UND SCHWERE STÖRUNGEN

Artikel 31 – Untersuchung von Unfällen und schweren Störungen

- (1) Bei Unfällen oder schweren Störungen im Sinne des Abkommens von Chicago, die sich im betroffenen Luftraum ereignen, unterrichtet der die Untersuchung durchführende Vertragsstaat den FABEC-Rat umgehend über Mängel, die er auf der Ebene des FABEC festgestellt hat.
- (2) Mitteilungen, Notifikationen und Berichte über die Untersuchung von Unfällen und schweren Störungen werden in englischer Sprache abgefasst, oder sie werden in einer der Landessprachen der Vertragsstaaten abgefasst und von einer Übersetzung in die englische Sprache begleitet.
- (3) Bei Abweichungen zwischen diesem Artikel und Bestimmungen über die Untersuchung von Unfällen und schweren Störungen in Übereinkünften zwischen zwei Vertragsstaaten über die Erbringung von Flugsicherungsdiensten geht dieser Artikel vor.

KAPITEL XIII: SCHLUSSBESTIMMUNGEN

Artikel 32 – Beilegung von Streitigkeiten

- (1) Bei Streitigkeiten, die zwischen Vertragsstaaten über die Auslegung, Anwendung oder Durchführung dieses Vertrags, insbesondere hinsichtlich seines Bestehens, seiner Gültigkeit oder seiner Beendigung, entstehen und die nicht innerhalb eines Zeitraums von sechs Monaten durch unmittelbare Verhandlungen zwischen den betroffenen Vertragsstaaten oder auf andere Weise beigelegt werden können, ist der FABEC-Rat anzurufen.

- (2) Kann der FABEC-Rat eine Streitigkeit nicht innerhalb von drei Monaten nach seiner Anrufung beilegen, so ist jeder der betroffenen Vertragsstaaten berechtigt, die Streitigkeit einem Schiedsverfahren nach der Fakultativen Schiedsordnung des Ständigen Schiedshofs für Streitigkeiten zwischen zwei Staaten (Permanent Court of Arbitration Optional Rules for Arbitrating Disputes between Two States) zu unterwerfen.
- (3) Die gemeinsamen Kosten des Schiedsverfahrens werden von den am Schiedsgerichtsverfahren beteiligten Vertragsstaaten zu gleichen Teilen getragen.
- (4) Die Entscheidungen des Schiedsgerichts sind für die an der Streitigkeit beteiligten Vertragsstaaten bindend.

Artikel 33 – Beitritt zu diesem Vertrag

- (1) Dieser Vertrag steht zum Beitritt offen. Ein Staat, der Vertragspartei des Vertrags werden möchte, reicht seinen Beitrittsantrag beim Verwahrer ein.
- (2) Die Bedingungen für den Beitritt und sich daraus ergebende Änderungen dieses Vertrags sind Gegenstand einer Übereinkunft zwischen den Vertragsstaaten und dem den Beitritt beantragenden Staat. Die Übereinkunft über den Beitritt bedarf der Ratifikation durch die Vertragsstaaten und den Beitritt beantragenden Staat, nachdem ihre jeweiligen diesbezüglichen verfassungsrechtlichen Erfordernisse erfüllt worden sind.
- (3) Die Übereinkunft über den Beitritt tritt am ersten Tag des zweiten Monats nach Hinterlegung der letzten Ratifikationsurkunde beim Verwahrer in Kraft.
- (4) Der FABEC-Rat trifft alle Maßnahmen, die ein Beitritt erfordert.

Artikel 34 – Kündigung dieses Vertrags

- (1) Im Falle der Kündigung dieses Vertrags durch einen Vertragsstaat unterrichtet dieser den FABEC-Rat und notifiziert dem Verwahrer seine Entscheidung.
- (2) Die Kündigung wird ein Jahr nach Eingang der Notifikation beim Verwahrer wirksam.
- (3) Der FABEC-Rat trifft alle Maßnahmen, die eine Kündigung erfordert.
- (4) Der diesen Vertrag kündigende Vertragsstaat trägt grundsätzlich die sich aus der Kündigung ergebenden Kosten. Die sich aus der Kündigung ergebenden finanziellen Folgen werden in einer zwischen dem kündigenden Vertragsstaat und den anderen Vertragsstaaten zu schließenden besonderen Übereinkunft festgelegt. Das Kündigungsrecht des Vertragsstaats bleibt davon unberührt.
- (5) Die Kündigung befreit den kündigenden Vertragsstaat nicht davon, Absatz 4 und Artikel 32 einzuhalten.

Artikel 35 – Änderungen dieses Vertrags

- (1) Möchte ein Vertragsstaat diesen Vertrag ändern, so unterrichtet er den FABEC-Rat ordnungsgemäß darüber.
- (2) Änderungen dieses Vertrags werden von den Vertragsstaaten auf Vorschlag des FABEC-Rates beschlossen.
- (3) Änderungen dieses Vertrags bedürfen der Ratifikation durch die Vertragsstaaten, nachdem ihre jeweiligen diesbezüglichen verfassungsrechtlichen Erfordernisse erfüllt worden sind.
- (4) Änderungen dieses Vertrags treten am ersten Tag des zweiten Monats nach Hinterlegung der letzten Ratifikationsurkunde beim Verwahrer in Kraft.

Artikel 36 – Beendigung und Suspendierung dieses Vertrags

- (1) Die Vertragsstaaten können jederzeit einstimmig beschließen, diesen Vertrag zu beenden.
- (2) Die Beendigung erfolgt durch die Hinterlegung einer schriftlichen Erklärung der Vertragsstaaten gegenüber dem Verwahrer, nach der dieser Vertrag zu einem von den Vertragsstaaten festgelegten Zeitpunkt außer Kraft tritt.
- (3) Die Vertragsstaaten bestimmen und verteilen gemeinsam die sich aus der Beendigung ergebenden Kosten.
- (4) Jeder Vertragsstaat hat das Recht, die Anwendung dieses Vertrags umgehend aus Gründen der nationalen Sicherheit ganz oder teilweise zu suspendieren. Der die Anwendung des Vertrags ganz oder teilweise suspendierende Vertragsstaat unterrichtet die anderen Vertragsstaaten umgehend über seine Entscheidung und notifiziert diese dem Verwahrer entsprechend.
- (5) Der die Anwendung dieses Vertrags ganz oder teilweise suspendierende Vertragsstaat bemüht sich, die Suspendierung so bald wie möglich zu beenden. Er unterrichtet die anderen Vertragsstaaten umgehend über seine Entscheidung und notifiziert diese dem Verwahrer entsprechend.
- (6) Der die Anwendung dieses Vertrags ganz oder teilweise suspendierende Vertragsstaat trägt grundsätzlich die sich aus der Suspendierung ergebenden Kosten. Die sich aus der Suspendierung ergebenden finanziellen Folgen werden in einer zwischen ihm und den anderen Vertragsstaaten zu schließenden besonderen Übereinkunft festgelegt.
- (7) Beendigung und Suspendierung befreien die betroffenen Vertragsstaaten nicht davon, Artikel 32 einzuhalten.

Artikel 37 – Registrierung bei der Internationalen Zivilluftfahrt-Organisation

Dieser Vertrag und spätere Änderungen sind nach Artikel 83 des Abkommens von Chicago bei der Internationalen Zivilluftfahrt-Organisation zu registrieren.

Artikel 38 – Inkrafttreten dieses Vertrags

Dieser Vertrag tritt am ersten Tag des zweiten Monats nach Hinterlegung der letzten Ratifikationsurkunde beim Verwahrer in Kraft.

Artikel 39 – Der Verwahrer und seine Aufgaben

- (1) Die Regierung des Königreichs Belgien ist Verwahrer dieses Vertrags. Die Ratifikationsurkunden werden bei der Regierung des Königreichs Belgien hinterlegt.
- (2) Der Verwahrer:
 - a) unterrichtet die Vertragsstaaten:
 - über jede Hinterlegung einer Ratifikationsurkunde und den Zeitpunkt der Hinterlegung;
 - über den Zeitpunkt des Inkrafttretens dieses Vertrags und seiner Änderungen;
 - über jeden Antrag eines Staates auf Beitritt zu diesem Vertrag;
 - über jede Kündigung dieses Vertrags durch einen Vertragsstaat, den Zeitpunkt der Kündigung und den Zeitpunkt, an dem der Vertrag für den betroffenen Vertragsstaat außer Kraft tritt;
 - b) lässt diesen Vertrag und spätere Änderungen bei der Internationalen Zivilluftfahrt-Organisation registrieren;
 - c) unterrichtet die Europäische Kommission über den Zeitpunkt des Inkrafttretens dieses Vertrags und späterer Änderungen;
 - d) unterrichtet die Internationale Zivilluftfahrt-Organisation und die Europäische Kommission:
 - über jeden Beitritt zu diesem Vertrag und den Zeitpunkt des Beitritts;
 - über jede Kündigung dieses Vertrags und den Zeitpunkt der Kündigung;
 - über jede Suspendierung oder teilweise Suspendierung dieses Vertrags und den Zeitpunkt der Suspendierung;
 - über die Beendigung dieses Vertrags und den Zeitpunkt der Beendigung;
 - e) stellt den Vertragsstaaten beglaubigte Abschriften dieses Vertrags zur Verfügung;
 - f) nimmt sonstige für Verwahrer übliche Aufgaben wahr.

ZU URKUND dessen haben die hierzu gehörig befugten Unterzeichneten diesen Vertrag unterschrieben.

FAIT à Bruxelles le 2 décembre 2010, en un seul original en langues française, néerlandaise et allemande, chaque version faisant également foi.

GEDAAN te Brussel op 2 december 2010, in één origineel in het Nederlands, Frans en Duits, waarbij al deze talen gelijkelijk authentiek zijn.

GESCHEHEN zu Brüssel am 2 Dezember 2010, in einer Urschrift in deutscher, französischer und niederländischer Sprache, wobei jeder Wortlaut gleichermaßen verbindlich ist.

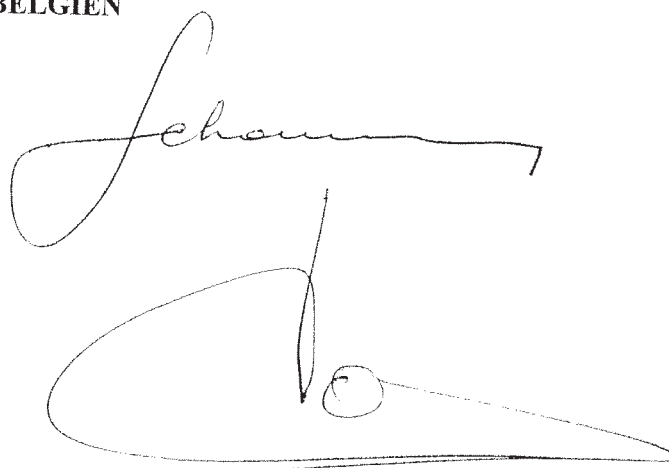
POUR LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE
VOOR DE BONDSREPUBLICK DUTSLAND
FÜR DIE BUNDESREPUBLIK DEUTSCHLAND

U. D. Danner

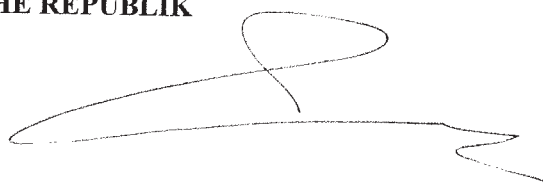
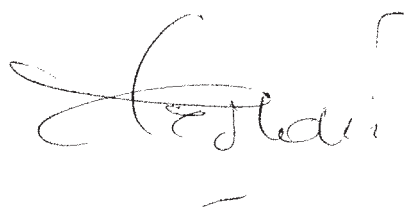
Ang. Lutz

U. D. Danner

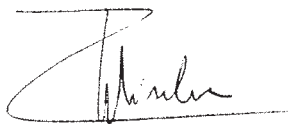
POUR LE ROYAUME DE BELGIQUE
VOOR HET KONINKRIJK BELGIË
FÜR DAS KÖNIGREICH BELGIEN

A handwritten signature in cursive script, appearing to read "Jean". The signature is written in dark ink on a light background.

POUR LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
VOOR DE REPUBLIEK FRANKRIJK
FÜR DIE FRANZÖSISCHE REPUBLIK

A handwritten signature in cursive script, appearing to read "Jean". The signature is written in dark ink on a light background.A handwritten signature in cursive script, appearing to read "Jean". The signature is written in dark ink on a light background.


**POUR LE GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
VOOR HET GROOTHERTOGDOM LUXEMBURG
FÜR DAS GROSSHERZOGTUM LUXEMBURG**

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'J. Minler', written in a cursive style.

**POUR LE ROYAUME DES PAYS-BAS
VOOR HET KONINKRIJK DER NEDERLANDEN
FÜR DAS KÖNIGREICH DER NIEDERLANDE**

Two handwritten signatures in black ink. The top signature is a large, stylized 'S' shape. The bottom signature is a more complex, cursive signature.

POUR LA CONFÉDÉRATION SUISSE
VOOR DE ZWITSERSE BONDSSTAAT
FÜR DIE SCHWEIZERISCHE EIDGENOSSENSCHAFT

A handwritten signature in cursive script, appearing to be 'P. Linder', written in dark ink.A handwritten signature in cursive script, appearing to be 'A. Agn', written in dark ink.

Page intentionally left blank